



SERIE HUMANITE ET BIOSPHERE

L'agriculture et le développement durable

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ÈME} SIÈCLE - EDITIONS CHARLES LÉOPOLD MYER

Les cahiers de propositions pour le XXIe siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXIe siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « L'agriculture et le développement durable »

A l'origine de ce cahier de proposition, un premier travail a été engagé par Bill Vorley de l'IIED à Londres, dans la perspective de fournir un document de travail sur les enjeux et les questions de fond qui se posent pour les acteurs socio-professionnels, politiques, économiques et associatifs au sujet du développement durable de l'agriculture. La rencontre de Lisbonne en janvier 2001 " pour un dialogue transatlantique multi-acteurs sur l'agriculture durable ", organisée par Les Partenaires européens sur l'environnement (EPE) a contribué à tester un certain nombre de points et de propositions présentes dans ce document.

Au plan géopolitique, ce premier travail est fortement axé sur les pays du Nord, de l'OCDE, en particulier les USA et l'UE. La question de l'agriculture durable dans les pays du Sud n'a pas été abordé dans cette première version, mais elle n'est pas non plus écartée.

Pour des questions de méthode relatives au choix de la problématique, à savoir notamment l'articulation entre une stratégie de développement durable de l'agriculture à l'échelle mondiale, dans un processus de mondialisation et de libéralisation du commerce mondial, nous sommes partis d'un certain nombre de questions propres aux Pays du Nord, du moins dans l'état actuel de leur formulation, afin d'évaluer par exemple l'impact de politiques agricoles des pays développés sur les pays en voie de développement.

Par ailleurs, le caractère générique et transversal de la notion d'agriculture durable nous oblige à une certaine précaution dans son emploi, pays par pays, et continent par continent. Autrement dit, toute stratégie ou politique de développement pourrait aujourd'hui relever de l'objectif de durabilité. Mais les implications d'un tel thème sont nombreuses, telles les questions de souveraineté alimentaire, d'alimentation, des sols ou bien de gouvernance mondiale... La " spécificité transversale " de la thématique agriculture et développement durable est par conséquent à prendre en considération.

Ce document est un travail en constante évolution, les remarques et les propositions sont les bienvenues, sachant que cette version est provisoire et loin d'être encore aboutie.

Samuel Féret.



L'agriculture et le développement durable

Cahier coordonné par Bill VORLEY, IIED, Londres
Samuel FERET, Réseau agriculture durable, Rennes



Sommaire

1. INTRODUCTION	9
LE BESOIN URGENT D'UN DIALOGUE ENTRE DIFFERENTS ACTEURS SOCIAUX	9
2. PROBLEMATIQUE ET CONTEXTE	11
LES DIFFERENTES HISTOIRES DE L'AGRICULTURE	11
2.2 LES PRINCIPES D'UNE AGRICULTURE DURABLE	13
2.3 L'AGRICULTURE MULTIFONCTIONNELLE	14
3. POLITIQUES PUBLIQUES EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE DURABLE AUX USA ET EN UE	18
3.1 USA	18
Principes directeurs de la durabilité	18
Programmes	19
3.2 UNION EUROPEENNE	21
Principes de la durabilité.....	21
Programmes	23
3.3 RESUME	25
4. REUSSITES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGRICULTURE DURABLE.....	26
4.1 LA DURABILITE ET LA GESTION ECOLOGIQUE DURABLE DES TERRITOIRES	26
4.2 LA DURABILITE : DES ECONOMIES RURALES REGIONALES DYNAMIQUES	27
4.3 LA DURABILITE ET L'EQUITE SOCIALE	28
4.4 LA DURABILITE: UNE LEGITIMITE PUBLIQUE	31
4.5. RESUME.....	31
5. PERSPECTIVES	33
5.1 UN BESOIN DE DIALOGUES NATIONAUX ET DE PRISE EN COMPTE DES ATTENTES SOCIALES DANS L'ELABORATION DES POLITIQUES	34
5.2 VERS DES POLITIQUES JOINTES	34
ANNEXE 1	38
GLOSSAIRE DES AGRICULTURES : TYPOLOGIE SIMPLIFIEE DES QUALIFICATIFS DE L'AGRICULTURE DURABLE.....	38
Introduction.....	38
GRANDES LIGNES D'UNE TAXONOMIE DES QUALIFICATIFS DE L'AGRICULTURE	39
Des termes génériques pour qualifier l'agriculture	39
Tableau récapitulatif des termes qualificatifs de l'agriculture.	46
PERSPECTIVES.....	60
L'ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE PLURIEL ET SOLIDAIRE.....	61
LES CAHIERS DE PROPOSITIONS SUR INTERNET	63
LES EDITEURS PARTENAIRES	65



1. Introduction

Le besoin urgent d'un dialogue entre différents acteurs sociaux

“ Ces accords et déclarations [le Sommet de Terre de 1992, des accords de l'OMC en 1994, le Sommet mondial de l'alimentation en 1996] ont mis en mouvement un processus dynamique qui n'est pas encore entièrement cohérent ou logique dans l'équilibre entre les objectifs environnementaux, économiques et sociaux – de la part des nations du monde. Tandis qu'il est clair que les pays et des groupes de pays diffèrent brusquement dans leurs intérêts et leurs priorités, il est impérieux que la communauté internationale cherche le point commun dans la prise en compte de ces défis cruciaux. ”¹

Nous sommes tous plus ou moins déjà initiés dans le débat sur l'agriculture et nous y avons tous un intérêt dans sa permanence, sa durée et sa légitimité. Une perspective alimentaire est un objectif principal de l'agriculture durable, la responsabilité de tous les participants au système agroalimentaire, y compris des agriculteurs, des ouvriers, des décideurs, des chercheurs, des commerçants et des consommateurs y est impliquée.

Les acteurs du monde agricole et agroalimentaire doivent s'accorder sur des objectifs pour l'agriculture et les zones rurales. C'est un préalable pour développer des politiques et des stratégies qui permettent d'améliorer le caractère durable de l'agriculture.

La confusion des objectifs peut mener à la confusion des politique. Sans une compréhension claire de ce que nous voulons de l'agriculture, nous n'arriverons pas à trouver d'accords sur la politique et les positions de négociation s'avéreront contradictoires. L'agriculture, après tout, est une activité qui est intégrée à la vie humaine et à celle des sociétés, qui consomme des sommes importantes d'argent public en temps normal (50 % de dépenses de l'UE ou 1000 EUR par famille en Europe, 400 \$ par ménage de famille aux USA et 361 milliard de \$ ou 327 US\$ par personne à travers l'OCDE) et même plus quand les choses tournent mal, et l'agriculture a la responsabilité de gérer une grande proportion des surfaces agricoles comme des biens publics tels la faune, la flore et l'eau. Les décisions politiques prises tous les 4-5 ans aux urnes ou chaque semaine au supermarché ne forment pas un débat robuste sur ce que nous attendons de nos exploitations agricoles, de nos systèmes d'alimentation et de nos zones rurales.

C'est dans le milieu des années 1990 que l'alimentation est devenu un débat sensible, particulièrement auprès du public en Europe. Et des questions concernant l'alimentation ont mené à celles du commerce global et de la libéralisation des échanges. Les questions les unes après les autres, -du boeuf aux hormones aux OGM, en passant par la rBST- a semblé durcir l'opinion

¹ Dans “ Environnement, Commerce et agriculture durable : Concepts, Questions et Outils ”. Document de travail n° 4 de “ Cultiver nos futurs ”, Conférence sur le Caractère Multifonctionnel de l'Agriculture et des territoires, septembre 1999, Maastricht, Pays-Bas.

publique européenne contre un ordre du jour à caractère technologique et commercial de l'agriculture américaine. D'autre part, la position de l'UE de soutenir son agriculture et de défendre ses marchés au nom du caractère durable ou de la multifonctionnalité, a provoqué une grande frustration dans le camp libre échangiste des USA aux négociations de l'OMC.

Objectif de ce document

Plutôt que de rouvrir des plaies à propos des négociations internationales récentes², un dialogue social entre différentes parties prenantes peut davantage se concentrer sur les processus et les options politiques par lesquelles le caractère durable agricole et rural peut être réalisé, distinctement du processus de discussions à l'OMC. La société civile et d'autres parties prenantes peuvent passer en revue ce qui a déjà été consenti par des gouvernements et l'industrie, qu'ils font au nom de l'agriculture durable et du développement rural et qui peut encore être fait pour compléter des actions conformément à ces principes.

Beaucoup de groupes d'experts se sont rencontrés pour discuter de l'agriculture durable ou plus récemment de l'agriculture multifonctionnelle. Ils commencent d'habitude en étant d'accord sur des définitions et des objectifs sur le caractère durable et développent ensuite une liste de réformes de politiques jugées nécessaires afin de réaliser ces objectifs.

Le but de ce document est, au lieu de cela, de :

- fournir des éléments sur le contexte et le fond du problème quant au débat sur l'agriculture durable;
- passer en revue les différents progrès réalisés jusqu'ici dans la mise en œuvre d'une agriculture durable des deux côtés de l'Atlantique, à l'inverse des objectifs affichés dans de nombreuses définitions de l'agriculture durable;
- indiquer quels processus peuvent améliorer la compréhension et la coopération davantage sur les aspects positifs que sur les aspects négatifs de notre système agricole; et
- servir de base de travail pour une initiative entre l'UE et les USA ainsi que d'autres partenaires continentaux en vue du prochain Sommet de La terre en 2002.

² Conférence ministérielle de Seattle, huitième Commission du développement durable des Nations-Unis...

2. Problématique et contexte

Les différentes histoires de l'agriculture

Les priorités des politiques publiques et des positions des négociations en UE et aux USA reflètent des intérêts nationaux ou continentaux. Chaque nation ou groupe de nations possède ses propres racines dans une histoire particulière de politiques publiques et de dotation des ressources naturelles.

L'Amérique du Nord, avec l'Australasie, l'Uruguay, le Brésil et l'Argentine, avec des climats et des sols favorables, une population clairsemée, une colonisation ancienne et une grande capacité productive au-delà de leurs propres besoins, sont considérés comme des " exportateurs naturels " ³. Ces pays ont construit leurs économies sur des exportations agricoles, des agricultures à grande échelle sur des surfaces relativement vastes, avec des coûts de production bas. L'agriculture s'est développée dans le coeur de ces pays, régions géographiquement n'accueillant pas la plus grande partie de la population.

L'Europe occidentale, avec l'Asie du sud-Est est très peuplée et a subi des crises alimentaires répétées dans l'histoire; l'Europe occidentale était un importateur alimentaire net jusqu'aux années 1970. L'agriculture et la société se sont développées dans des espaces géographiques fermés avec la proximité d'une grande population impliquée dans le secteur agricole. La surface moyenne des fermes y est petite, environ 15 ha.

La campagne européenne est de plus en plus un lieu de consommation aussi bien qu'un lieu de production, l'agriculture produisant la plupart des biens immatériels et publics. La relation singulière entre l'agriculture européenne et la société européenne est clairement une particularité du " modèle agricole européen " ⁴.

Malgré ces héritages très différents, l'UE et les USA ont eu une tendance semblable à protéger leur agriculture de la baisse des prix réels des matières premières dans la deuxième moitié du 20ème siècle.

Les subventions et le soutien des prix ont été introduits dans le but d'indemniser le transfert technologique en agriculture pour augmenter la productivité, mais étaient généralement amortis dans la valeurs des terres ⁵ et sur les prix des intrants, ce qui a surenchérit leur agriculture au détriment des producteurs non subventionnés cherchant une part sur les marchés mondiaux. La vocation exportatrice de l'UE est en grande partie artificielle, subventionnée avec un niveau élevé d'intrants chimiques en réponse aux soutien élevé des prix.

³ voir Einarsson (2000)

⁴ van der Ploeg J, Werry F, Blom J and Silvis H (1998) The European Agricultural Model: perspectives, prospects and research needs. Wageningen University and Research Centre, document de travail.

⁵Le American Farm Bureau Federation a estimé que les paiements directs aux exploitations agricoles avait augmenté la valeur des terres agricoles américaines d'environ \$250 million.

Mais avec un changement de cap de la politique agricole en 1996, les USA ont cherché à regagner l'avantage de leur statut d'exportateur naturel et exploitent leur avantage comparatif comme le moteur essentiel du développement agricole. La libéralisation du commerce mondial est évidemment une étape importante dans cette stratégie.

Cette division entre les pays exportateurs naturels et les pays à capacité naturelle limitée était très claire à la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle quand deux blocs de négociation principaux sont apparus : le Groupe de Cairns⁶ avec les USA d'une part et l'UE, le Japon, la Corée, la Hongrie, la Turquie, la Suisse et la Norvège d'autre part.

Même si ces deux groupes ont maintenant des niveaux semblables d'industrialisation et d'urbanisation, il est compréhensible que les politiques et les institutions négociant des positions distinctes, a été construite autour des priorités et des droits économiques acquis par des pays aux histoires très différentes du développement agricole et rural.

Chez les grands pays exportateurs, le commerce et le produit des firmes exigent inévitablement une place dans la politique agricole et commerciale et deviennent un lobby très puissant. De là découle la demande des pays exportateurs naturels pour l'intégration de l'agriculture dans les règles générales de l'OMC, traitant ce secteur de la même manière que celui des produits manufacturés. C'est la puissance des groupes de pression agricoles dans l'UE qui a profité de la préférence agricole du Traité de Rome, et ils résistent de même à voir des ressources transférées de l'agriculture à la population rurale entière, comme cela avait été proposé à la conférence de Cork en 1996⁷.

Aussi compréhensibles sont les différentes interprétations de l'agriculture durable et du développement rural durable⁸ dans ces deux sphères, comme leurs formes d'autojustification. Au-dessous de la rhétorique et des acronymes, le concept d'agriculture durable et de développement rural diverge maintenant entre une interprétation productiviste dans les pays exportateurs naturels (" plus d'alimentation et plus de revenu avec moins de contraintes ") et une interprétation multifonctionnelle (" plus de biens publics ") dans les pays à capacité naturelle limitée.

Un point non négligeable qui vient complexifier ce panorama, c'est l'élargissement de l'UE aux économies agraires d'Europe centrale et Europe de l'Est (PECOs), qui sera traité dans la section 3.2. 2.2

6 Spécialement les membres actifs du groupe: Australie, Nouvelle Zélande, Canada, Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Les autres membres du groupe de Cairns sont : Chili, Colombie, Costa Rica, Philippines, Fidji, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Afrique du Sud et Thaïlande.

7 La conférence européenne de Cork sur le développement rural, qui s'est tenue en novembre 1996, a proposé une meilleure intégration des politiques rurales tout en étant spatialement différenciées, ce qui induit une transition de la préférence communautaire énoncée dans le Traité de Rome vers la préférence rurale.

8 En anglais, le concept de " Sustainable agriculture and rural development " (SARD). Par commodité de la langue française, nous adopterons la traduction française " agriculture durable ".

2.2 Les principes d'une agriculture durable

Il y a autant de définitions d'agriculture durable qu'il y a de groupes qui se sont rencontrés pour discuter de ces questions. Mais presque toutes les définitions couvrent le triptyque "environnemental, social et économique du développement durable" : c'est-à-dire que l'agriculture durable et le développement rural doit conserver des ressources naturelles, être équitable et être performant.

De là découle la définition de l'agriculture durable donnée par la FAO qui a reçu une très large approbation au plan international :

"L'approche d'une agriculture durable aspire à favoriser le développement durable dans l'agriculture, la pêche et les secteurs de la sylviculture qui conservent la terre, l'eau, les plantes et les ressources génétiques animales, non-dégradantes, techniquement appropriées, économiquement viable et socialement acceptable".⁹

La préservation de la capacité productive et la permanence des systèmes naturels est évidemment une condition primaire, sur laquelle la rentabilité et la répartition équitable des bénéfices dépendent. Cela est reconnu dans la définition de Gordon Conway : *"L'agriculture durable est celle qui est résistante aux crises et aux chocs, qui combine la productivité, la stabilité et l'équité".¹⁰*

Mais sous ce parapluie de définitions existe une très grande variété d'interprétations, "du plus profond au plus superficiel" de l'agriculture durable¹¹. La plupart des utilisations du terme d'agriculture durable à l'OCDE se concentrent sur l'aspect "non-dégradant écologiquement"; l'élément de la définition de la FAO¹² (c'est-à-dire produire une alimentation et un revenu en réduisant au minimum des impacts négatifs sur l'environnement) est réduite à son interprétation la plus superficielle que sont les constructions d'équivalent de l'agriculture durable comme "l'agriculture de précision", c'est-à-dire une utilisation optimale et plus ciblée des intrants chimiques.

Mais, comme le président de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (IFAP) l'a dit récemment¹³, le concept de ce que constitue l'agriculture durable doit être beaucoup plus large. *"Aujourd'hui, il inclut le caractère durable non seulement économiquement, mais aussi le caractère*

9 Développé à la conférence de la FAO aux Pays-Bas, à Den Bosch en 1991, puis revue en 1992.

10 Gordon Conway, Président de la Fondation Rockefeller à la CSD-8

11 Farquhar I and Smith A (1994) Deep SARD/Surface SARD. Document de travail des ONG pour la CSD. Disponible à

www.csdngo.org/csdngo/agriculture/agr_deep_SARD.htm

12 Voir la publication de l'OCDE en 1995 Sustainable Agriculture: concepts, issues and policies in OECD countries.

13 Inclus les organisations US Farm Bureau, et National Farmers Union en GB.

*durable sur le plan de l'environnement, le caractère durable socialement et le caractère durable sur le plan éthique*¹⁴ ". L'apparition du terme d'agriculture multifonctionnelle (Multifonctionnalité) ou l'utilisation de " territoire multifonctionnel " en Europe et au Japon au cours de dernière décennie est, en partie, une tentative pour revendiquer un concept global d'agriculture durable (à l'intérieur d'un espace économique, social et environnemental de développement durable) et pour coller à la réalité politique. Cela aussi, selon l'analyse d'Einarsson (2000), le signal d'un changement fondamental dans la nature du débat sur l'agriculture durable.

2.3 L'agriculture multifonctionnelle

Le caractère multifonctionnel de l'agriculture et des territoires est un concept qui prend racine dans l'approche de l'agriculture durable développée lors du Sommet de Terre à Rio en 1992. Il a grandi au début des années 90 en Europe du Nord et occidentale, ainsi qu'au Japon avec la question des petites entreprises du secteur rural (menacées dans le paysage, la culture, la tradition, le commerce, et leur rôle dans la sécurité alimentaire et l'identité nationale) menacées par la libéralisation du commerce. Il y avait à la fois une frustration dans la construction commune du concept d'agriculture durable et une attention nouvelle portée aux fonctions multiples de l'agriculture et des territoires dans la production d'écosystèmes, de santé et de bien-être humain.

L'agriculture multifonctionnelle " englobe les fonctions économiques, sociales et environnementales de l'agriculture et aspire à réconcilier ces différentes perspectives pour fournir aux populations une alimentation et d'autres produits agricoles dans la quantité et la qualité adéquate, soulager la pauvreté, produire de l'emploi, protéger l'environnement et préserver les ressources naturelles pour des générations présentes et futures. "

Le concept de Multifonctionnalité a été salué avec enthousiasme par les organisations non gouvernementales (ONG), par les organisations agricoles et par les hommes politiques en Europe. Les agriculteurs ont apprécié le fait que la Multifonctionnalité se concentre sur le " plus de biens publics " (aménités positives), davantage que sur le " moins d'externalités négatives ", et incite l'agriculture et les systèmes de production vers des contrats sociaux plutôt que sur un règlement industriel punitif. L'agriculture doit contribuer à la réduction des problèmes de pression environnementale par la conservation du capital écologique.

Peu de gouvernements ne seraient pas d'accord avec le fait que l'agriculture et l'utilisation de terres associées puisse et doive produire une gamme entière d'externalités positives (les bénéfices intangibles), comme le maintien de paysages culturels ayant une valeur d'héritage, la prévention contre les inondations (avec les bandes enherbées), la protection des captage, l'emploi rural et la vitalité économique, la diversité biologique, la conservation des terres cultivées, le piégeage du carbone, la production d'énergie renouvelable, qui ne sont pas pris en compte dans le prix des produits agricoles.

14 Gerard Doornbos, addressing the 2nd OECD Conference of Directors and Representatives of Agricultural Knowledge Systems, 10-13 January 2000. Available at www.ifap.org/news/sp100100.html

Peu soutiendraient aussi que la fonction de compétitivité sur le marché mondial puisse être réalisée aux dépens d'autres fonctions comme la richesse des paysages, l'emploi et la vitalité économique rurale et la sécurité alimentaire, à moins que l'état n'intervienne pour corriger les échecs du marché. Ils n'argumenteraient pas non plus contre des pays ayant le droit de récompenser les agriculteurs qui vont au delà des bonnes pratiques dans la production d'externalités positives, particulièrement ceux en marge des agricultures pouvant avoir un faible avantage comparatif au plan mondial, voire aucun pour n'importe quel produit agricole.

Mais cette question est devenue inopérante quand elle a été présentée dans des discussions commerciales - les négociations de l'OMC pour réformer l'Accord Agricole de l'Uruguay Round (AAUR) - qui a été alors renversé dans la Commission du développement durable (CDD)¹⁵, processus chargé de mettre en œuvre la Déclaration de Rio et les principes de l'Agenda 21. En rajoutant des considérations comme la viabilité des communautés rurales sous la rubrique de Multifonctionnalité, considérations non commerciales déjà mentionnées dans l'Article 20 de l'AAUR (la sécurité alimentaire et le besoin de protéger l'environnement), comme les externalités positives et les biens publics produits conjointement avec l'alimentation, les fibres, un argument est construit pour le traitement de l'agriculture comme un cas spécial, exigeant plus de soutien et de protection à payer pour ces services.

Le thème de la Multifonctionnalité est par conséquent devenue le bête noire dans les négociations commerciales multilatérales entre le Groupe Cairns (dont l'ordre du jour explicite est d'en finir avec les subventions à l'exportation et les aides directes, d'aller plus loin pour libéraliser l'accès du marché et traiter l'agriculture d'une façon semblable à une autre industrie¹⁶), des pays en voie de développement et les USA d'une part et l'UE, le Japon, la Corée, la Suisse et la Norvège de l'autre, à tel point que même l'utilisation du terme peut conduire la discussion à un fin de non recevoir. Le concept de multifonctionnalité est un bagage lourd à porter.

Plutôt que de chercher à tourner autour de la question, il est important dans le cadre d'un cahier de proposition sur l'agriculture durable, de reconnaître et déconstruire l'objet en question, pour l'explorer sous les angles qui sont communs aux plus nombre de parties prenantes.

La multifonctionnalité est maintenant une partie intégrante de la politique de l'UE, étiquetée comme le modèle agricole européen et l'UE prend une position très ferme malgré des réactions féroces du Groupe Cairns et des USA. La Commission européenne et les deux principaux syndicats agricoles et agroalimentaires européens, COPA-COGECA sont restés derrière le concept en 1997, se positionnant pour une nouvelle OMC autour de la multifonctionnalité. Les syndicats agricoles se rendent compte que comme des mécanismes d'appui de production traditionnels seront réformés conformément aux

¹⁵ La conférence sur le Caractère Multifonctionnel de l'Agriculture et des territoires, septembre 1999 à Maastricht, Pays-Bas, organisés conjointement par le FAO et les Pays-Bas; et la 8ème CDD en-avril 2000 à New York.

¹⁶ Ce groupe soutiendrait aussi qu'il y a, après tout, des milliers des secteurs économiques qui fournissent des extérieurs positifs et des fonctions multiples, des auberges à la construction navale en passant par les houlières, qui ont été laissés pour compte dans les vents brutaux de changement économique.

obligations de l'OMC et des contraintes budgétaires de l'UE, dans l'immédiat l'agriculture et les régions les moins favorisées auront des difficultés pour survivre.

Le commissaire à l'agriculture Franz Fischler a déclaré que *“ le modèle européen d'agriculture basée sur l'agriculture multifonctionnelle pose de nouvelles questions (inquiétudes de l'opinion publique face à la globalisation) et offre ainsi une perspective d'avenir plus orientée pour l'agriculture, que l'appel des sirènes pour une libéralisation totale des échanges agricoles. La multifonctionnalité est le mot que nous avons trouvé en Europe pour décrire la liaison fondamentale entre l'agriculture durable, la sécurité sanitaire, l'équilibre territorial, le maintien des paysages et de l'environnement et ce qui est notamment important pour des pays en voie de développement, la sécurité d'alimentaire. ”* “ Pour l'Union ” il a continué *“ il sera essentiel de s'assurer que le progrès dans le commerce n'endommage pas le rôle multifonctionnel d'agriculture et les inquiétudes légitimes liés à la sécurité d'alimentaire et à la qualité”*. De telles déclarations connectent fermement le concept Multifonctionnalité à la permanence du développement économique régionale.

La position des USA et des autres principaux exportateurs agricoles ne s'oppose pas à multifonctionnalité, mais ils interprètent son utilisation actuelle comme la corruption du débat commercial. Les pays en voie de développement aussi, après leur intérêt initial sur le volet sécurité alimentaire de la multifonctionnalité¹⁷, ont vu le concept évoluer prenant peu en compte leurs considérations concernant les subventions excessives au Nord qui introduisant des distorsions de concurrence et empêche les capacités des pays en voie de développement d'extraire des fonctions particulièrement multiples, spécialement le développement économique et la sécurité d'alimentaire de leur agriculture. Le document de travail préparé pour la conférence de la FAO sur la multifonctionnalité aux Pays-Bas en 1999 confirme la position assez inconfortable du thème de la multifonctionnalité face aux questions soulevées par les pays en voie de développement (FAO, 1999).

L'agenda caché sous-entendu par l'agriculture multifonctionnelle serait une sorte de “ vieux protectionnisme habillé dans de nouveaux vêtements ”. Telle qu'elle était présentée, la multifonctionnalité était un projet politique. Pour les grands pays exportateurs, l'agriculture durable est replacée autour des fonctions non-alimentaires de l'agriculture, conformément aux priorités des pays qui ont un avantage comparatif moindre et qui veulent protéger les programmes de soutien agricole concernant la production - et justifier le traitement spécial ou l'exemption d'accords agricoles commerciaux.

D'après l'OMC, la multifonctionnalité risque (1) d'accroître le dumping de l'UE envers les pays en voie de développement avec les aides de la boîte bleue¹⁸ et

17. Comme l'Inde et le Groupe asiatique ont soutenu le concept pendant les négociations de Sommet mondial de l'alimentation de 1996.

18 Un système de classement adopté sous l'AAUR soumet la politique d'aide agricole à différents niveaux de discipline. Le système des boîtes est caractérisé par des couleurs, l'orange, la verte, la bleue où la politique est assignée dans une boîte selon leur degré d'altération commerciale. Les aides de soutien intérieur qui n'ont pas ou peu d'effets de distorsion de concurrence sur le commerce ou la production peuvent être pérennisées sans limites via la boîte verte. Les pays peuvent se servir

(2) l'ouverture et l'élargissement de la définition de la boîte verte, sauf une gamme plus large de mesures de soutien et d'obligations de réduction, juste quand les USA, le Groupe de Cairns et les pays en voie de développement cherchaient à réduire la portée et limiter les subventions de la boîte verte pour réduire au minimum leur effet de distorsion sur la production et sur le commerce et éliminer la catégorie de Boîte Bleue. Bref, la multifonctionnalité est perçue comme un mauvais argument commercial : subjectif, ambigu, arbitraire et ainsi capable de tenir les formes subtiles d'un protectionnisme. Les USA soutiennent que les accords de l'OMC prévoient beaucoup d'autonomie nationale dans la rémunération des biens publics et que les pays ne peuvent pas obtenir la multifonctionnalité en fermant leurs marchés (" une forteresse multifonctionnelle "), ou en prenant des paiements dans la Boîte Bleue. Ces adversaires de la multifonctionnalité soulignent que des objectifs sociaux et environnementaux peuvent être atteints autrement que par des subventions.

C'est la compréhension même et la nature intégrée de la multifonctionnalité qui le rend si difficile à codifier pour la transparence à l'OMC. Réduire la multifonctionnalité aux critères agro-environnementaux, par exemple, (peut-être basé sur les indicateurs développés par l'OCDE) serait très réducteur. Les aspects culturels et sociaux (et pour des agricultures très marginales comme en Finlande, des aspects de sécurité alimentaires) sont les composants intégraux de l'approche de la multifonctionnalité. L'homogénéisation de l'agriculture par l'imposition de standards harmonisés inopportuns et des technologies uniformes risquerait de saper le caractère durable et l'influence locale sur les orientations de la multifonctionnalité.

de la boîte verte pour des considérations non-commerciales. La boîte verte inclut des dispositions spécifiques pour la prise en compte de considérations non-commerciales, y des mesures de stockage public pour assurer la sécurité alimentaire et des paiements agro-environnementaux. L'utilisation de politique qui affecte la production (la boîte orange) est limitée et la politique de cette boîte est soumise à la réduction dans quelque temps. La politique de boîte bleue est reconnue pour déformer le commerce, mais reste permise parce qu'elles visent à contingerer plutôt qu'à stimuler la production, et sont considérées comme une politique de transition vers de nouvelles réformes ultérieures.

3. Politiques publiques en faveur de l'agriculture durable aux USA et en UE

3.1 USA

Principes directeurs de la durabilité

Le département américain à l'Agriculture (USDA) a établi des principes directeurs dans le soutien de l'agriculture durable, de la sylviculture et du développement dans les campagnes. L'USDA s'est vu " confier un travail sur la durabilité économique, environnementale et sociale des différents systèmes de production d'alimentation, de fibres en agriculture et pour la forêt ", et a promis " d'équilibrer les objectifs de production améliorée et de rentabilité, la gestion des ressources naturelles et les systèmes écologiques, et l'amélioration de la vitalité de communautés rurales " et " d'intégrer ces objectifs dans sa politique et ses programmes, en particulier à travers la collaboration, la partenariat et la médiation ".

Les USA n'ont pas une politique globale pour l'agriculture durable; il y a les politiques de protection des ressources, les politiques de développement rural et d'autres qui contribuent à l'agriculture durable. Ceci explique le léger lien explicite entre l'agriculture durable et le développement rural dans la politique américaine. Des programmes de développement rural de l'USDA se concentrent sur les exploitations agricoles, les moyens de subsistance et l'allègement de pauvreté. Il y a une franche acceptation à l'USDA pour considérer que l'agriculture n'est plus l'activité économique principale dans l'Amérique rurale et que la stabilisation de la part non agricole rurale de la population (à peu près 20 %) est due à l'emploi dans les usines et dans les services plutôt que par l'agriculture. Il y a des comtés qui sont toujours dépendants de l'agriculture dans les régions peu peuplées du centre des USA et beaucoup de ces régions ont poursuivi des stratégies pour développer de la valeur ajoutée qui encouragent l'agriculture pour les affaires, comme la transformation des produits alimentaires et le marketing. Mais le service de recherche économique de l'USDA (ERS) a annoncé que l'industrie alimentaire " ne semblait plus être un moteur universel pour la croissance du travail dans les zones rurales, comme les entreprises agroalimentaires s'implantent à proximité des aires urbaines, de leurs clients et fournisseurs et de leurs réseaux de distribution. " Les perspectives d'avenir pour ces régions du centre des USA pour participer de l'économie de service ne sont pas aussi prometteuses, " parce que les service et des industries commerciales ont une tendance plus grande que d'autres activités pour se concentrer dans des villes où il y a un accès à de plus gros marchés de consommateurs, des réseaux de transport, des industries sous-traitantes, et des sociétés d'affaires et de service. "

Programmes

Les programmes concernant l'environnement consomment approximativement 7 % des aides aux exploitations agricoles (Tableau 1). Le centre AMÉRICAIN principal de SARD est "la ressource le sol conduit" et la conservation d'eau - avec la plus grande partie des dépenses allouées au Programme de Réserve de Conservation (CRP), qui a une fonction de gestion de provision parallèle (Tableau 2).

Tableau 1 Le budget des paiements directs de l'USDA pour le secteur agricole - année 2000

Secteurs	Dépenses en milliards de dollars	Pourcentage des dépenses
Marchés, parmi lesquels :		
Loan deficiency payments	~\$3	
FAIR paiements directs	>\$5	
Indemnités d'assurance	~\$2	
Environnement	\$2	7%
Aides d'urgence	\$7.14	25-40%
Total	\$28	

Le Programme incitatif pour la qualité Environnemental (EQIP) travaille principalement dans des régions prioritaires où des problèmes de ressource naturelle significatifs (particulièrement le sol et l'eau) existent. Le programme EQIP a été inscrit dans le Farm Bill de 1996 pour fournir un programme volontaire de conservation à l'attention des agriculteurs et des propriétaires de ranch qui faisaient face à de sérieuses menaces des sol, de l'eau et des ressources naturelles liées. Au niveau national, il en fournit l'aide technique, financière et la formation, principalement dans la moitié des régions désignées prioritaires, en ciblant les problèmes de ressource naturelle dus au bétail et le reste à d'autres priorités significatives de conservation. En général, les régions prioritaires visées par le programme EQIP sont définies par bassins versants, ou les régions à sensibilité environnementale spéciale ou ayant des problèmes de sol, d'eau et de ressources naturels significatifs. Ces préoccupations pourraient inclure l'érosion des sols, la qualité et la quantité de l'eau, l'habitat de la faune et de la flore, les marécages, la forêt et les pâturages. Les objectifs du programme sont réalisés par la mise en oeuvre d'un plan de conservation qui inclut des pratiques de gestion structurelles, végétatives et des terres sur la zone éligible. Des contrats d'une durée allant de cinq à dix ans sont établis avec les producteurs éligibles. Des aides partielles peuvent être données selon qu'une ou plusieurs pratiques structurelles ou végétatives sont éligibles ou pas, comme la gestion des effluents d'élevage, gestion des terrasses, bandes filtrantes, plantation d'arbres et l'habitat permanent de la faune et de la flore. Des aides incitatives sont données pour mettre en oeuvre une ou plus pratiques de gestion des terre, comme la gestion nutritive, la gestion des parasites et la gestion des pâturages.

Le Programme de Réserves des Marécages (WRP) est un programme volontaire pour restaurer et protéger des marécages en propriété privée. C'est une occasion pour des propriétaires fonciers de recevoir des aides incitatives

pour augmenter les surfaces en terres humides en échange du retrait de terres agricoles marginales. Le programme offre trois options aux propriétaires fonciers en échange de " servitudes à long terme " : rente annuelle permanente ou sur 30 ans, ou une prise en charge partielle des coût de restauration pour une durée minimale de 10 ans.

Le programme incitatif pour l'habitat de la Faune et de la flore (WHIP) est un programme volontaire à frais partagés pour les gens qui veulent développer et améliorer l'habitat de la faune et de la flore, principalement sur les terrains privés. Il fournit à la fois une aide technique et des compensations financières pour aider à rétablir et à améliorer l'habitat des poissons, de la faune et de la flore.

Le programme de mise en réserve des terres à des fins de conservation (CRP). Dans le CRP, les producteurs mettent volontairement en retrait des surfaces culturales sujettes à l'érosion des sols afin d'améliorer l'environnement et de réduire les excédents structurels, sur une durée comprise entre 10 et 15 ans. En retour, l'USDA verse aux contractants des paiements annuels en liquide ou sous forme de certificats échangeables en céréales ou autres produits agricoles via la CCC (Commodity Credit Corporation), agence publique chargée des prêts de campagne. Les terres éligibles doivent être fortement érodable, contribuer à un problème sérieux de qualité de l'eau, ou fournir des bénéfices environnementaux substantiels si elles sont consacrées à certaines pratiques de conservation spécifiques.

Le programme de mise en réserve des terres à des fins de conservation augmenté (CREP) complémentaire du CRP, est un programme fédéral de coopération avec les Etats qui offre des primes non distorsives dans les régions prioritaires, et qui se concentrent sur des problèmes identifiés par les États.

Le Programme de Protection de Terres cultivées (FPP) a été établi dans le Farm Act de 1996 et fournit un financement aux Etats et aux autorités locales pour pérenniser " les servitudes de long terme ", et garder des terres agricoles productives. Le but de ce programme est de protéger entre 68 680 et 137 760 ha de terres cultivées, avec une priorité donnée aux servitudes de long terme.

Programme de recherche et de vulgarisation de l'agriculture durable (SARE)

Le SARE est un programme d'aide qui fut d'abord financé par le Congrès en 1988.

Le programme consiste à augmenter les connaissances sur les pratiques qui sont économiquement viables, écologiquement saines et socialement responsables, tout en aidant des agriculteur et les propriétaires à les adopter. Des conseils administratifs régionaux instruisent les projets susceptibles d'être financés après qu'un avis technique soit donné. Les délégations des conseils régionaux du Nord-est, du Sud, du Nord Central et de l'Ouest sont constituées conformément à la loi, pilotant différents conseils avec les producteurs, les conseillers agricoles, les universitaire, les administrateurs, l'administration d'état et fédéral et des représentants d'organisations à but non lucratif. Les conseils régionaux indiquent aussi la ligne politique et identifient les besoins d'information sur le programme SARE.

La composition diversifiée des membres des conseils administratifs régionaux reflète l'obligation du SARE de servir le maximum d'agriculteurs. Le programme de Développement Professionnel du SARE offre de nombreuses occasions pour les études et la vulgarisation agricole auprès d'autres personnels des agences fédérales dans les campagnes. Le réseau d'Agriculture Durable du SARE (SAN) dissémine l'information appropriée sur l'agriculture durable dans le cadre du programme SARE, à travers les publications et l'internet.

Les programmes de conservation financés par l'USDA n'englobent pas l'ensemble des aides publiques américaines pour l'agriculture durable. Au Ministère de l'Environnement de la conservation (USEPA), il y a des programmes qui ont un impact direct sur l'agriculture, comme les mesures présentées pour mettre en oeuvre l'Acte sur l'Eau potable, sur le Programme de propreté des lacs et le Programme National des estuaires. Des subventions fédérales pour la production d'éthanol, -malgré ses faiblesses- pourraient aussi être considéré comme une aide à la fonction de production d'énergie de renouvelable de l'agriculture.

Table 2. Budget des programmes agroenvironnementaux de l'USDA, Année 2000

Programme	Dépense en millions	Pourcentage
Retrait des terres		48%
Conservation Reserve Programme (CRP)	\$2,096 million (1998)	
<i>Conservation Reserve Enhancement Programme</i> (CREP)	\$13 million?	
Wetlands Reserve Programme (WRP)	\$38 million (1998)	
Farmland Protection Programme (FPP)	[?]	
Coûts partagés, assistance techniques et vulgarisation		11%
Environmental Quality Incentives Programme (EQIP)	\$174 million	
Conservation Farm Option (CFO)	Acté mais non financé	
Wildlife Habitat Incentives Programme (WHIP)	\$8 million (1998)	
Emergency Conservation Programme (ECP)		
Conservation of Private Grazing Land Initiative		
National Conservation Buffer Initiative	[Financé par les firmes privées]	
Formation, recherche, statistique		28%
Extension education; Research Sustainable Agriculture Research and Extension Programme (SARE)	\$13 million	
Total (USDA seulement)	\$3.3 milliards	

Sources: USDA-ERS

3.2 Union européenne

Principes de la durabilité

L'Acte européen de 1986 a exigé que des exigences de protection de l'environnement soient intégrées dans une autre politique; en 1987 la Commission a publié un livre vert " Agriculture et l'Environnement ". Dans le Cinquième Programme d'Action Environnemental, adopté par la Commission européenne en 1992 et le Traité de Maastricht, qui est entré en vigueur en 1993, le principe de durabilité été intégré et la politique environnementale fut renforcée par la déclaration d'obligation d'intégrer des exigences environnementales dans toute la politique de l'UE. Un pas notable vers l'intégration d'exigences environnementales dans la politique agricole a été pris dans la réforme de la PAC de 1992 (la réforme Mac Sharry), qui promettait une innovation importante dans l'accompagnement des mesures du secteur agro-environnemental, le reboisement et les mesures de retrait des terres à long terme.

Ces programmes ont pris la forme de primes incitatives pour encourager les agriculteurs à employer des méthodes de production moins intensives afin de réduire leur impact sur l'environnement et la réduction des excédents agricoles. De plus, les mesures agro-environnementales ont constitué une première étape positive vers la pleine intégration de considérations environnementales dans la politique agricole.

Une plus grande étape a été récemment entreprise vers la pleine intégration de l'environnement dans la politique agricole européenne conformément à la réforme de la PAC Dans le contexte de l'Agenda 2000. La nouvelle réforme aspire à profiter aux agriculteurs, aux consommateurs, à l'agro-industrie, à l'environnement et à l'économie de l'UE en général. La Commission européenne propose de réaliser ses buts environnementaux par un grand choix d'instruments pour promouvoir l'agriculture respectueuse de l'environnement.

La nouvelle politique de développement rural¹⁹, est maintenant appelée " le deuxième pilier " de la PAC, comme une partie essentielle du modèle agricole européen, et aspire à mettre en place " une structure cohérente et durable pour garantir l'avenir de secteurs ruraux et promouvoir le maintien et la création d'emploi."

Les principes du modèle agricole européen sont les suivants:

La multifonctionnalité de l'agriculture, c'est-à-dire son rôle diversifié en plus de la production de denrées alimentaires. Cela implique l'identification et l'encouragement de la gamme des services fournis par les agriculteurs.

Une approche multisectorielle et intégrée à l'économie rurale pour diversifier les activités, créer de nouvelles sources de revenu et d'emploi et protéger le patrimoine rural.

Aides flexibles pour le développement rural, basé sur la subsidiarité et la promotion de la décentralisation, la consultation au niveau régional, le partenariat au niveau local.

Transparence dans l'élaboration et la gestion de programmes, basés sur une législation simplifiée et plus accessible.

Une des innovations principales revendiquées par cette politique, c'est la méthode utilisée pour améliorer l'intégration entre les différents types d'intervention, pour " aider à assurer un développement harmonieux et

¹⁹ Ne fait pas partie de l'Agenda 2000, mais a été adopté au Conseil de Berlin en 1999.

équilibré dans toutes les régions rurales d'Europe". Les principales particularités de ce développement sont définies comme suit :

Renforcement des secteurs agricoles, sylvicoles et forestiers
Amélioration de la compétitivité des zones rurales
Préservation de l'environnement et du patrimoine rural

Le bien-être animal est devenu un élément explicite de la PAC à travers le Protocole du Bien-être d'Animaux agréé dans le Traité d'Amsterdam.²⁰ Un premier résultat était l'introduction de quelques références à l'égard du bien-être animal dans l'Agenda 2000, en ce qui concerne l'investissement dans des exploitations agricoles, surtout au sein du " deuxième pilier "

Programmes

Les programmes agro-environnementaux forment maintenant une partie obligatoire des plans de développement ruraux des Etats membres de l'UE, conformément aux programmes suivants :

- ☞ agriculture biologique
- ☞ élevage extensif
- ☞ élevage de races locales menacées
- ☞ entretien des jachères
- ☞ retraits à long terme (20 ans)
- ☞ protection de la diversité génétique
- ☞ formation

En outre, les paiements directs versés aux agriculteurs sont maintenant soumis à une conditionnalité environnementale (règlement horizontal) appliquée au niveau national. Les Etats membres prévoient aussi des mesures environnementales plus ciblées par le renforcement de mesures environnementales volontaires dans le régime des cultures arables.

La législation environnementale a aussi une importance forte sur le caractère durable d'agriculture dans l'UE. La plus significative est celle de la Directives Habitats et sur les oiseaux sauvages, la législation sur la protection d'eau et la Directive Nitrates.

Des mesures du règlement de développement rural (RDR) sont maintenant disponibles partout dans l'UE. Sont inclus comme éléments clés dans cette nouvelle génération de programmes de développement rural, à la fois des éléments portant sur les espaces naturels et sur l'environnement social. Ces programmes incluent des mesures pour soutenir toutes les formes de gestion environnementale dans des zones rurales:

- ☞ les investissements dans les exploitations agricoles
- ☞ l'installation de jeunes agriculteurs
- ☞ la préretraite
- ☞ la formation
- ☞ les zones défavorisées et les zones soumises à des contraintes environnementales
- ☞ l'agroenvironnement
- ☞ l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des

²⁰ Egalement la sécurité alimentaire qui est une composante essentielle des politiques agricoles dans le Traité de Maastricht.

- produits agricoles
- ☞ la sylviculture
- ☞ l'encouragement à l'adaptation et au développement des zones rurales²¹

Les fonds structurels européens, conçus pour aider des régions plus pauvres à rattraper les plus riches, représente le tiers du nouveau de l'UE et profite souvent aux secteurs ruraux en plus des 40 milliards de dépenses de la PAC.

Même après sa récente réforme, la PAC occupe toujours plus de 40 % des dépenses de l'UE. Les agriculteurs européens reçoivent environ 1.7 milliards d'euros de crédits agro-environnementaux de l'UE et autant de la part des Etats membres. Ils reçoivent un concours public total d'environ 47 milliards d'euros. En outre, les dépenses due développement rural sont remontées à 4 milliards d'euros suite à la réforme de 1999 (Tableau 3).

L'essentiel de la PAC reste vulnérable au regard de l'OMC une fois que " la Clause de Paix " aura expiré en 2003. L'UE fera face à une pression significative et grandissante pour remplacer les soutiens des prix avec des paiements directs conditionnés à la performance environnementale et au développement rural. Le fait d'avoir des aides au développement rural dans la Boîte Verte est la principale raison politique pour augmenter la part du développement rural dans l'Agenda 2000 et nous pouvons nous attendre à ce que sa part augmente encore dans la politique agricole.

Le deuxième défi pour la PAC, en plus de la conformité avec l'OMC, c'est l'élargissement de l'UE. L'élargissement créera de sévères des problèmes budgétaires sous les critiques hostiles d'Agenda 2000. Avec un budget fixé à EUR 40.5 milliards d'euros jusqu'à 2006, la PAC devra être reformée de nouveau si l'élargissement doit se confirmer. Certains pensent que l'élévation du budget du développement rural dans l'Agenda 2000 avait inclus l'élargissement, comme les mesures de développement rural sont co-financées par des Etats membres. Les réformes d'approfondissement pourraient amener à un découplage des paiements directs de la PAC et pourraient faire baisser des soutiens des prix aux cours mondiaux, éliminant ainsi les subventions aux exportations.

Il doit être observé que la politique de développement rural de l'UE est arrivée dans le débat européen en partie pour résister aux impacts dévastateurs du la PAC, comme l'exode des zones rurales, le chômage et des disparités entre les régions. Mais une grosse part du financement du Développement Rural et même quelque financement agro-environnemental, ne visent pas l'agriculture durable et le développement rural durable en soi. " Le deuxième pilier " reste en effet très marginal et certaines mesures restent toujours liées à la production. Il ressemble presque à un nouvel emballage des programmes qui existaient, et seulement l'agro-environnement demeure un article obligatoire au menu des mesures (Bryden, 2000). L'esprit de modernisation de la PAC demeure vain, et les principales politiques restent irréductibles et sectorielles même après l'Agenda 2000. Seul le dispositif Leader Plus est une authentique politique territoriale de développement rural intégré, qui illustre une grande

²¹ Inclus la commercialisation des produits de qualité, la diversification de l'agriculture, les infrastructures liées à l'agriculture, etc.

retenue de l'UE à financer d'autres actions, qui ne concerneraient pas uniquement les agriculteurs.

Tableau 3. Budget des aides aux agriculteurs en UE - Année 2000

Secteur	Dépenses (millions EUR)	Pourcentage des dépenses totales
Aides totales de marché (cultures arables, lait, viandes...)	36,620	87%
Développement Rural (agro-environnement)	4,084-4,300	10% 3%
Dépenses totales de la PAC	40,920- 41,469	100%

[N'inclus pas les dépenses des Etats membres]

3.3 Résumé

La plus grande partie du soutien agricole dans l'UE et aux USA est toujours dans une forme d'aides directes ou des mesures d'urgence auprès des agriculteurs, dont la plupart vont aux plus grandes exploitations, dans une configuration où 80 % des subventions vont à 20 % des producteurs. Il y a peu d'exemples dans l'UE ou aux USA de programmes publics qui ont une vision globale et intégrée de l'agriculture durable. Il y a une tendance à légiférer sur uniquement la gestion écologique des terres, avec la durabilité écologique comme simple pierre angulaire. Dans ce secteur assez étroit, les USA ont montré une direction forte en ciblant davantage leurs programmes agro-environnementaux.

Il y a en réalité une forte divergence entre les politiques européennes et américaines avec un centre d'intérêt important dans l'UE, au moins au niveau de la rhétorique politique, sur les objectifs socio-économiques de la politique agricole, comme l'amélioration des conditions sociales et économiques pour les habitants des zones rurales. Des objectifs comme la cohésion sociale, l'occupation décentralisée du territoire, et la diversité régionale, surtout en France et dans les politiques rurales de l'UE, n'ont pas le même profil dans le débat sur le développement rural aux USA.

Tandis que les USA sous-estiment l'importance de l'agriculture dans l'économie rurale et dans la culture rurale, l'UE est probablement coupable, pour des raisons politiques, de surestimer son importance. L'agriculture et le développement rural dans l'UE sont toujours étroitement liés, même après les réformes de l'Agenda 2000, avec trop d'aides directes (> 90 %) destinées aux agriculteurs. Par exemple, en Ecosse environ 80 % des financements européens qui vont aux zones rurales viennent de la PAC. En considérant que le faible lien entre l'agriculture et le développement rural peut être fructueux, il est n'est probablement pas honnête de faire passer l'agriculture multifonctionnelle comme une alternative à un développement rural territorial correctement intégré (plutôt que sectoriel).

4. Réussites dans la mise en œuvre de l'agriculture durable

Un résumé loin d'être exhaustif est présenté d'après les différentes dimensions de l'agriculture durable qui ont mises en œuvre sur le terrain dans l'UE et aux USA, selon quatre critères généralement admis dans les définitions des l'agriculture durable : (1) la gestion écologique durable des territoires, (2) des économies rurales dynamiques, (3) l'équité sociale et (4) la légitimité publique.

4.1 La durabilité et la gestion écologique durable des territoires

“ L'approche d'une agriculture durable aspire à favoriser le développement durable dans l'agriculture, la pêche et les secteurs de la sylviculture qui conserve les sols, l'eau, les plantes et les ressources génétiques animales, qui ne dégrade pas l'environnement, qui soit techniquement appropriée, économiquement viable et socialement acceptable ” (FAO)

Les efforts entrepris conformément aux programmes agro-environnementaux aux USA et par l'UE ont amélioré l'habitat de la faune et de la flore. En outre, le CRP et le WRP ont significativement réduit l'érosion des terres cultivées, ont reconstitué plus de 2 millions d'ha de marécages précédemment dédiés à la production de céréales. Des améliorations considérables ont été réalisées dans la région du Cornbelt, où les sols et des pertes nutritives des oléagineux et la production de céréales de semences ont été quelque peu améliorés. Mais par la plupart des indicateurs de performance environnementale –cycles nutritifs, qualité de l'eau des rivières et des sources d'eau potable, populations d'oiseaux de prairie et conservation des retenues d'eau dans le paysage– restent à améliorer massivement des deux côtés de l'Atlantique.

Une évaluation de 1995 basée sur les calculs de modèles, a indiqué que 87 % des régions agricoles en Europe avaient des concentrations en nitrate dans les nappes phréatiques au dessus de 25 mg/l -qui est la valeur guide-, et 22 % des concentrations qui étaient au dessus de la norme admissible maximale de 50 mg/l. Les changements dans le cycle d'azote et la saturation de l'azote causée par l'agriculture intensive ont des impacts sur l'atmosphère (le piégeage de la chaleur, le smog (brouillard de pollution), les pluies acides), sur le fonctionnement de l'écosystème (acidification du sol et perte de nutriments), sur la diversité biologique, aussi bien sur terre qu'en mer. Les grandes régions littorales de la Mer du Nord et des parties de la Méditerranée ont été identifiées comme subissant le phénomène d'eutrophisation. Les pertes d'azote des sols agricoles sont toujours la source principale d'eutrophisation des rivières et des lacs des USA et la cause principale de réduction d'oxygène dans les estuaires.

Non seulement nous doublons le taux annuel naturel où l'azote fixé rentre dans le cycle d'azote terrestre, mais nous accumulons aussi cet azote dans des régions comme la Bretagne, la Caroline du Nord et l'Utah où le bétail est élevé avec des céréales importées. La séparation entre les cultures arables et l'élevage et donc la rupture du cycle nutritif pour la fertilité de sol empire,

comme l'est la concentration du bétail dans les régions limitées géographiquement.

Sur la biodiversité, une enquête menée par le RSPB et BirdLife International dans 31 pays européens a montré que 6 des 10 diminutions les plus importantes du nombre d'oiseaux étaient à l'intérieur de l'UE, avec le Royaume-Uni comme le plus mauvais exemple, avec une baisse de 35 % dans les zones agricoles cultivées hébergeants des oiseaux depuis 1970.

4.2 La durabilité : des économies rurales régionales dynamiques

“ L'approche d'une agriculture durable aspire à favoriser le développement durable dans l'agriculture, la pêche et les secteurs de la sylviculture qui conserve les sols, l'eau, les plantes et les ressources génétiques animales, qui ne dégrade pas l'environnement, qui soit techniquement appropriée, économiquement viable et socialement acceptable ” (FAO)

Des deux côtés de l'Atlantique, l'agriculture qui est responsable de la production de la plupart des biens publics agricoles comme le paysage, l'eau potable, l'emploi et la vitalité des campagnes, connaît un net déclin. Des régions qui restent en marge des échanges mondiaux de produits alimentaires sont menacées par la baisse des cours mondiaux. L'agriculture arrive à un tournant, avec la disparition des exploitations de taille moyenne. Ceci malgré les hauts niveaux de subvention qui pendant des décennies ont obscurci les dépenses réelles de production et les bases économiques de l'agriculture. Les céréaliers et les éleveurs vivent essentiellement grâce aux paiements directs. Si ces paiements devaient être supprimés, la plupart des agriculteurs de l'UE et des USA seraient en dans le rouge et un peu plus de la moitié des 1.6 millions d'agriculteurs américains seraient en faillite” ²².

Les agriculteurs ont soit augmenté leur production pour rester viable, soit augmenté leurs parts de bénéfiques, ou soit ont complètement quitté l'agriculture. Ces trois stratégies sont en jeu des deux côtés de l'Atlantique.

Un puissant moteur de pérennisation des exploitations mais aussi de marginalisation est incarné par la filière agroalimentaire qui oriente la demande, avec la perte du pouvoir de décision des agriculteurs. La population agricole est de plus en plus intégrée avec des contrats sur des terres louées pour fournir des terres labourées ou des éleveurs soumis à une génétique de marque déposée. Ces contrats de production servent à protéger les minces marges de bénéfice de la fluctuation des prix. La valeur ajoutée ne se fixe pas dans les campagnes, elle entretient davantage les exigences d'actionnaires extérieurs, plutôt que de circuler dans les échanges locaux : 85 % de la valeur ajoutée agricole sont faits à l'extérieur de la sphère agricole.

Depuis quatre ans, le revenu des exploitations agricoles du Royaume-Uni diminue fortement et l'agriculture subit la plus terrible dépression depuis les années 1930. La PAC a échoué dans l'un de ses objectifs principaux : le maintien d'un niveau de vie décent pour les exploitants agricoles. Par exemple, une enquête récente menée en Irlande du Nord a montré que seulement 14 %

²² *New York Times*, 24 Décembre 2000.

des exploitations agricoles sortaient assez de revenu pour couvrir la consommation et maintenir le capital d'exploitation, même avec un revenu extérieur. Il y a une tendance à l'endettement et le niveau de vie diminuant - les familles d'exploitants agricoles doivent se tourner vers d'autres sources de revenu, mais ces occasions baissent en raison de la rationalisation des services publics ruraux et de la contraction de l'offre dans les secteurs de la construction et des transports. Par exemple, la subvention moyenne d'une exploitation agricole du Royaume-Uni est de 300,000 FF (Hillfarm), mais le revenu de ferme moyen est 60,000 FF (45 000 FF issus de l'agriculture). Autrement dit, le gouvernement rachète les pertes. Régions rurales : baisse des services et des infrastructures. L'âge moyen des agriculteurs est 58 ans et 22,000 agriculteurs et ouvriers agricoles ont quitté ce secteur en 1999. Il y a une tendance à l'augmentation du nombre d'agri-managers; au Royaume-Uni, dans un pays qui compte environ 180,000 exploitations agricoles, et un chiffre de seulement 8,000 qui dirigeraient la production de céréales a été cité. En France et l'Allemagne, les populations agricoles ont chuté de plus de la moitié depuis 1978.

L'agriculture familiale est tirée vers le centre des prairie américaines vers une structure économique qui a été comparée à une économie minière. Le prix des grains et des oléagineux aux USA est à leur niveau réel le plus bas depuis la dépression des années 1930. Le nombre de producteurs de porc aux USA a diminué de moitié en seulement dix ans, en raison de la restructuration de l'industrie. On attend entre un cinquième et un tiers d'agriculteurs dans les états du Middle West du Nebraska et de l'Iowa qui seraient en faillite dans les deux ans qui viennent, si comme prévu le prix des marchandises reste bas.

4.3 La durabilité et l'équité sociale

“ L'agriculture durable est celle qui résiste aux crises et qui associe productivité, stabilité et équité. ”²³

La durabilité sociale de l'agriculture peut être mesurée dans la façon dont elle respecte l'équité sociale et la justice sociale, c'est-à-dire comment les bénéfices de l'agriculture sont distribués à travers la société globale. L'impact des politiques agricoles américaine et européenne sur les pays en voie de développement est un test. Mais il n'y a pas nécessairement une dichotomie entre les pays développés et les pays en développement. Au lieu de cela, il y a une rupture entre des types de monde rural, particulièrement que Bill Reimer et R Davila Villers nt classifié comme le Monde Rural 1 : un monde rural minoritaire et compétitif et le Monde Rural 3 : un monde rural majoritaire et marginalisé.

Dans les pays exportateurs comme le Brésil ou l'Afrique du Sud, c'est l'impact des politiques américaine et européenne sur le Monde Rural 3 qui est tout aussi important que leurs impacts sur leurs grandes industries agro-d'exportation. Plus près de chez nous, notre propre Monde Rural 3, spécialement les ouvriers agricoles émigrés (Cas n°1), ou d'autres groupes sociaux peu médiatisés peuvent fournir un indicateur de la qualité de la justice sociale qui prévaut en agriculture. L'angle de l'équité sociale quand on l'oppose au système agroalimentaire, révèle un phénomène de marginalisation

²³ Gordon Conway op. cit.

et de "dépaysonisation" et chez nous comme à l'étranger, en partie à cause des politiques agricoles des pays du Nord. Les pays en voie de développement n'ont ni les ressources budgétaires nécessaires, ni la marge de manoeuvre conforme aux programmes d'ajustement structurels pour se rapprocher des niveaux de soutien des pays de l'OCDE, ou fournir des subventions et d'autres mesures de retrait du marché pour conserver leur compétitivité. Cela a été très mauvais pour quelques pays qui ont obtenus des dispositions commerciales préférentielles avec des pays riches importateurs.

Les paysans des pays en voie de développement essaient de tirer avantage de l'accès au marché extérieur en détournant une partie de leurs ressources et de leur main-d'oeuvre pour encaisser les récoltes, souvent comme une réponse à la perte de valeur des marchandises locales face à l'importation de matières premières bon marché. Mais l'intégration des petits paysans dans le marché mondial peut être une lame à deux tranchants. Étant sous-équipés et sous-productifs, la plupart de ces paysans sont incapables d'investir et de progresser suffisamment pour résister à la baisse généralisée des prix agricoles réels. Dans de telles circonstances, des centaines de millions de paysans sous-équipés vivant dans les régions plus pauvres sont plongés dans une triple crise économique, environnementale et alimentaire. Les moyens de subsistance se fissurent dans la migration saisonnière, le salariat agricole et l'agriculture de subsistance, marquée par la lutte pour la sécurité alimentaire et la survie.

Il y a évidemment plus de marginalisation des petits paysans que de libéralisation du marché, mais la FAO déclare que "Ce sont les mécanismes économiques et environnementaux de base qui expliquent pourquoi la population paysanne des régions agricoles pauvres constitue les trois quarts des plus de 800 millions de personnes souffrant de la sous-alimentation dans le monde aujourd'hui." Le résultat de 50 ans de modernisation agricole est une divergence d'appréciation entre d'une part, "la révolution agricole moderne, la révolution verte, l'essor de l'irrigation, le dégagement de terres disponibles et le développement de systèmes de polyculture utilisant mieux la biomasse disponible" et d'autre part "la stagnation et l'appauvrissement".

Nous devons admettre que les constructions actuelles de l'agriculture "durable" et "multifonctionnelle" en Europe offrent peu de place aux pays en voie de développement. Cela, malgré l'évidence que les petites exploitations dans les pays en voie de développement remplissent une multitude de fonctions.. Il y a une idée largement répandue qui veut que la durabilité en terme de soutien des agriculteurs du Nord est réalisé aux dépens de la durabilité des autres. Des PVD dépendants sur le plan agricole sont marginalisés à cause d'une surévaluation de l'agriculture dans les pays de l'OCDE (avec la crise conséquente des prix du marché mondial), du dumping sur les excédents agricole au-dessous des coûts de production et l'usage des restitutions aux exportations. L'UE fait toujours une utilisation considérable des barrières douanières pour ne pas laisser rentrer des importations, et fait comme les USA pour la provision de matières premières gérées comme le sucre. La gestion des provisions n'est pas une mauvaise chose, sauf quand cela sert le dumping.

Les PVD ont besoin de suffisamment de flexibilité dans les règles commerciales pour augmenter leur capacité pour développer entièrement leur agriculture et inverser leur faible part dans le commerce mondial. Autrement dit, ils ont besoin de la flexibilité pour choisir dans quelle mesure et pour

quels produits ils participent au libre-échange agricole. Cela exigerait des considérations dans un certain nombre de secteurs, y compris la flexibilité dans des mesures de soutien intérieur et mettre des niveaux de protection aux frontières appropriés.

Mais il est important de distinguer les Mondes Ruraux 1 et 3 en discutant de la flexibilité et des concessions pour les PVD. Il y a une différence énorme entre l'amélioration de l'accès au marché aux nouveaux bénéficiaires de la réforme agraire en Afrique du Sud et, par exemple, les grandes exploitations de soja du Centre du Brésil ou les exportateurs de volaille de Thaïlande.

Il est important de s'assurer que les PVD augmentent leur part d'exportations agricoles, qui ont stagné à peu près à 30 % du commerce agricole mondial pendant une longue période. De nouvelles améliorations en termes d'accès au marché pour les principaux PVD peuvent contribuer à ce processus. Une autre exigence nous interpelle lorsque nous parlons d'exportations agricoles visant à " nourrir le monde ", c'est d'établir une carte de la destination des exportations et des volumes exportés, et la comparer avec la carte de l'insécurité alimentaire ou de la malnutrition infantile.

Un test important de la politique de l'UE en terme d'équité sociale sera le destin des pays candidats à l'accession à l'UE. Avec les proportions importantes des populations travaillant dans l'agriculture -24 % en Pologne et 36 % en Roumanie par exemple-, la fonction d'emploi en agriculture continuera à souffrir. Des campagnes sont déjà rentrées dans un douloureux processus de restructuration qui produit de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Cela a été déclenché par le désengagement de l'état, l'effondrement de l'économie et les réformes agraires qui ont reproduit les structures de la petite production paysanne des années 1930. " Des villages de l'Europe de l'Est sont devenus la source de l'immigration clandestine vers l'Europe occidentale " ²⁴, ce qui montre une dynamique semblable au Mexique et en Amérique Centrale. En Pologne, 1.8 millions de fermes (90 %) pourraient disparaître²⁵. Les républiques Baltes comptent de nombreux petits paysans- la plupart pourraient être classés comme le Monde Rural 3. La Lettonie, avec une population de seulement 5 millions, compte plus de fermes (280,000) que dans tout le Royaume-Uni, un chiffre qui devra probablement être réduit à 30,000 fermes familiales restructurées. Prend racine ici l'idée que l'agriculture des PECO est déshabillé de beaucoup de ses fonctions multiples pour accéder à l'UE et que les propres objectifs de développement des pays candidats sont englobés à ceux de l'UE, en plus des exigences d'accession.

Les ouvriers agricoles ont un niveau unique de d'affranchissement dans des économies industrielles (table 1). Le travail agricole en Europe est aussi un secteur mal payé dépendant d'une classe sous-prolétarienne migratrice. Lors d'une conférence récente, un agriculteur familial norvégien racontait comment sa production de fraises devaient rivaliser avec les fraises belges cueillies par des ouvriers polonais et que des fraises polonaises sont même meilleur marché, cueillies par des albanais. Comme les signaux de réduction des coûts sont donnés par filière agroalimentaire, les coûts de travail sont revus à la baisse par l'utilisation d'une main d'œuvre agricole mal payée ,privée de ses

²⁴ la pauvreté dans l'Europe de l'Est, *The Economist*, 23 Septembre 2000.

²⁵ Voir les publications récentes du Groupe de Bruges.

droits civiques, souvent émigrée. Nous sommes devant l'ironie des fruits et légumes biologiques cueillis et empaquetés par une classe sous-prolétarienne invisible et marginalisée.

4.4 La durabilité: une légitimité publique

“ L'approche d'une agriculture durable aspire à favoriser le développement durable dans l'agriculture, la pêche et les secteurs de la sylviculture qui conserve les sols, l'eau, les plantes et les ressources génétiques animales, qui ne dégrade pas l'environnement, qui soit techniquement appropriée, économiquement viable et socialement acceptable ” (FAO)

L'agriculture et l'alimentation ont acquis énormément d'importance dans la conscience publique, particulièrement en Europe et au Japon. Mais la légitimité de l'agriculture au yeux du public, particulièrement chez les classes moyennes en Europe, a été commencée à décliner dans les années 1980. Il devient de plus en plus difficile pour des gouvernements de justifier des dépenses si importante pour un pourcentage si faible de sa population (2-4 % dans l'UE et aux USA).

4.5. Résumé

Il serait assez erroné de mesurer le succès des politiques en faveur de l'agriculture durable de l'UE et des USA comme le fait d'une situation qui dure. Le changement a toujours été imposé aux régions agricoles et les campagnes ont toujours dû s'adapter. Le changement est dur à appréhender quand les campagnes se s'attachent plus au passé pour déterminer leur avenir. Les agriculteurs ont fait preuve d'une capacité pour le changement et l'innovation quand les occasions économiques se présentent de façon suffisamment claire.

Un tableau de plus en plus impressionnant de programmes agro-environnementaux des deux côtés de l'Atlantique – avec des dispositifs de gestion de provision et des outils mieux ciblés-- améliore la performance environnementale de l'agriculture conventionnelle. Il y a eu de grandes améliorations potentiellement réversibles de la conservation des sols et de la protection des ressources d'eau, particulièrement pour les céréales pures. Le grand point d'interrogation demeure si le cadre actuel des politiques et des accords commerciaux est en mesure d'accomplir les changements systémiques exigés pour inverser complètement la tendance à la baisse dans l'inventaire des ressources naturelles et dans la ressource humaine qui soutient toutes les discussions autour de l'agriculture durable.

Il y a un risque clair de se faire plaisir autour de ces discussions agréables, à savoir si oui ou non la durabilité ou la multifonctionnalité, cachent une dure réalité qui est la suivante :

- ☞ Changements massifs dans la répartition géographique de la production agricole en réponse à l'approvisionnement mondial et aux innovations technologiques et des transports
- ☞ Une crise globale dans l'agriculture et dans les économies rurales dépendantes de l'agriculture
- ☞ Une divergence entre visions du monde rural dans l'UE, aux USA et dans les PVD où vivent près des trois-quarts d'une population qui connaît l'insécurité alimentaire et la plupart des paysans du monde.

L'attente des agriculteurs à l'égard de la diversification quand ils réduisent leur capital d'exploitation est fautive. La baisse des prix vient en réalité de l'incitation des agriculteurs à produire plus et à simplifier les systèmes de production. La construction d'une agriculture basée sur un avantage comparatif national et régional ou sur l'autosuffisance sans considération des cycles naturels peut saper l'élasticité à long terme. Une politique de l'agriculture durable doit fournir des opportunités publiques et privées pour le marché, avec une agriculture plus durable et une utilisation des terres qui s'inscrive dans les réalités actuelles. Nous traitons d'un système qui par définition est instable et qui n'est pas durable en terme de durabilité des économies rurales, en fournissant des occasions économiques pour les petits paysans des pays en voie de développement, en terme de soutien public et de légitimité, et même en termes de durabilité de la base des ressources agricoles.

Tandis que l'UE ou les USA ont encore à faire pour tendre vers l'agriculture durable, la libéralisation du commerce expose les pays tiers à des modèles agricoles fortement subventionnés qui risquent potentiellement de saper durablement, des modèles agricoles locaux moins intensifs. L'exclusion récurrente de la petite et moyenne paysannerie familiale, et la crise des moyens de subsistance en milieu rural dans les pays développés et en voie de développement, est un affront aux principes de la Déclaration du Rio, à l'Agenda 21 et au Sommet mondial de l'Alimentation. L'exportation des surplus de matières premières agricoles pour dégager les marchés intérieurs avec l'appui de subventions (à beaucoup de niveaux) a causé des obstacles sérieux à la production agricole et à l'intendance dans beaucoup de PVD, comme au Kenya et au Zimbabwe. Si la durabilité d'un pays est réalisée aux dépens d'un autre (particulièrement en levant des barrières douanières et en exportant ses surplus agricoles au delà de ses frontières), on ne peut pas du tout parler de durabilité quelle qu'elle soit.

Résumé

Plusieurs dimensions de l'agriculture durable peuvent être mises en oeuvre par des mécanismes du marché, y compris l'étiquetage des produits alimentaires, et d'autres informations à disposition des consommateurs. Mais aux yeux de quelques observateurs, des règlements commerciaux ont pu empêcher plutôt que de faciliter, notre capacité d'exploiter la libéralisation pour obtenir des résultats en matière d'agriculture durable. Il est difficile de promouvoir des produits agricoles durables à la fois sur le marché et par les politiques, quoique les préambules de l'AAUR et de l'OMC reconnaissent que la libéralisation ne doit pas mettre en péril le développement durable ou la protection de l'environnement.

Dans tout les débats au sujet des règles de l'OMC, c'est-à-dire sur les PPM, les tarifs douaniers et les formes d'aides, il est facile de perdre de vue les liens plus fondamentaux entre le commerce agricole international et la durabilité. La justification des flux de produits agricoles à des milliers de km de leur lieu de production parce que les sols, la taille des exploitations agricoles ou le climat limitent leur compétitivité au nom de l'avantage comparatif est un jeu complexe de compromis autour de la durabilité, impliquant la prise en compte des impacts extérieurs des transports, de la sécurité alimentaire et de la souveraineté et de la production de biens publics.

5. Perspectives

En fait, nous avons des deux côtés de l'Atlantique moins de 4 % de la population gérant 3/4 des surfaces. Le reste de la population, particulièrement dans l'UE, insiste sur une meilleure gestion de l'héritage culturel (le paysage etc) et sur une gestion plus scrupuleuse et morale de la production alimentaire, tandis que les gouvernements demandent à leurs agriculteurs d'être plus compétitifs sur les marchés mondiaux.

A cela s'ajoutent des obligations à mettre en œuvre une agriculture durable avec le processus international de coopération post-Rio et les accord pour appliquer les principes et les politiques de développement durables et la politique – au sein de la CDD de l'ONU. Mais la CDD souffre d'un manque de crédibilité alors que son cynisme va grandissant. Aux yeux de beaucoup d'observateurs une plate-forme pour présenter des positions retranchées ont été présentées de la plus mauvaise manière lors de la conférence de la FAO aux Pays-Bas sur la multifonctionnalité et par l'exclusion du concept de multifonctionnalité dans les discussions de la 8^{ème} CDD. Le débat à l'échelle de la société civile mondiale reflète des débats en cours dans les forums économiques globaux, particulièrement à l'OMC.

Un autre élément important de cette complexité, reste que la compétitivité des prix est très agressive entre un secteur de la distribution qui se restructure, et qui réduit le prix réel de l'alimentation en réduisant les coûts de la chaîne alimentaire.

Comment un dialogue entre différentes acteurs sociaux concernés peut proposer des politiques pour faciliter l'agriculture durable dans une situation si complexe ?

Pour aller plus loin dans la discussion, quatre points de synthèse s'imposent au passage pour construire des propositions :

- ⌚ nous sommes des initiés des questions d'agriculture durable et nous avons un rôle à jouer pour faciliter sa mise en oeuvre.
- ⌚ l'UE et les USA ont des histoires agricoles très différentes, qui ont profondément influencé la construction de stratégies propres à chaque continent
- ⌚ toute activité agricole est soumise aux écosystèmes naturels, et il serait erroné d'identifier l'agriculture durable comme un simple jeu de bonnes pratiques d'agriculture, tantôt “vert clair” (comme la production intégrée), tantôt “vert foncé” (comme l'agriculture biologique). Beaucoup de progrès ont été réalisés dans les forums internationaux précédents cités dans l'accentuation des volets sociaux, économiques et environnementaux de l'agriculture durable
- ⌚ la politique agricole est un moyen justifié pour poursuivre certains objectifs de développement social, environnemental et régional
- ⌚ la pérennité et la légitimité des soutiens publics à l'agriculture dans les pays industrialisés sont soumis à la constante évolution des questions agricoles dans la société et dans la filière agroalimentaire en lien avec les attentes sociales.

Ce dernier point est très important pour la construction du dialogue social national, continental et inter-continental.

5.1 Un besoin de dialogues nationaux et de prise en compte des attentes sociales dans l'élaboration des politiques

Les erreurs commises dans les négociations entre des nations et entre groupes de pays se répètent et s'étendent par le problème même du faible niveau de consultation nationale, et donc de gouvernance (à propos de la question de la multifonctionnalité notamment). La négociation des positions présentées par des représentants nationaux est par conséquent, plus un amalgame de demandes d'intérêt spécifiques à court terme et d'avis d'experts sélectionnés. Le traitement des citoyens comme des étrangers et comme des bénéficiaires plutôt que comme des acteurs, associé à la frustration de la société civile, a privilégié les industries agro-alimentaire pour le compte des citoyens. Les questions sont dans l'état de plus en plus nombreuses, avec l'agriculture comme point de départ pour des débats sur l'utilisation des territoires, sur la technologie, la santé publique, la faune et flore et la souveraineté.

L'influence de société civile sur les processus de négociations est une exigence principale de développement durable. Si la démocratie représentative - en Europe, en Amérique du Nord ou ailleurs - a fait un meilleur travail de consultation nationale sur les questions d'une importance si fondamentale, il y aurait très probablement un consensus international beaucoup plus large pour la mise en œuvre de l'agriculture durable dans les campagnes, basés sur ce que les gens attendent de l'agriculture et des campagnes. Que signifie l'agriculture pour une nation et comment selon ses objectifs, la collectivité en supporte-t-elle le coût ? Considérant les énormes sommes d'argent public qui irriguent l'agriculture et considérant combien de territoires nationaux sont gérés par l'agriculture et la sylviculture, il est déplorable de constater le peu de progrès réalisés dans l'élaboration de contrats sociaux nationaux qui garantissent la légitimité de l'agriculture dans les sociétés modernes. Les attentes sociales envers les système agroalimentaires varient évidemment, pays par pays. Aussi les pays ont-ils des traditions différentes d'orientation et d'attentes à l'égard de leur gouvernement national. Mais il est clair qu'une reformulation des politiques agricoles et alimentaires s'impose dans la plupart des sociétés pour prendre en compte les attentes sociales dans les pratiques de l'agroalimentaire. Il y a malheureusement peu d'exemples de tentatives profondes pour mettre à jour ces attentes par le processus démocratique (à part peut-être en Suisse) malgré le discours et la volonté de certains décideurs qui parlent de manière péremptoire du modèle agricole européen.

5.2 Vers des politiques jointes

La force du concept de multifonctionnalité est que les décisions de politique sur le commerce, la protection de l'environnement et le développement durable et particulièrement l'économie rurale sont jointes dans un logique positive de synergie. Cela crée un espace approprié pour la politique des exploitations agricoles, permettant la réalisation d'objectifs sociaux,

environnementaux, économiques et éthiques. De nombreuses politiques agricoles qui se sont concentrées sur la productivité sectorielle et la conservation de ressource nous obligent à intégrer des dimensions plus systémiques. C'est là que se trouvent les principaux leviers pour construire une stratégie de la durabilité. Une meilleure articulation des politiques entre elles, fournit aussi une assurance contre une libéralisation destructrice, dans laquelle la fonction productive des petites exploitations agricoles est sous-évaluée en les traitant exclusivement soit comme des gestionnaires de l'environnement, soit comme des cas sociaux nécessitant un filet de sécurité, tandis qu'une meilleure transition de l'agriculture est possible.

La première priorité pour des politiques intégrées est la substitution des subventions souvent perverses. A commencer notamment par les primes à l'irrigation. La réforme du code fiscal, par exemple en créant un impôt foncier spécifique pour la gestion écologique des terres, peut être très rentable. Il y a d'autres interventions tout à fait possibles qui n'entravent pas le commerce, particulièrement les aides à la conversion vers des systèmes de production durables comme l'agriculture biologique. Un autre possibilité assez évidente concerne l'éco-conditionnalité, dont l'histoire est assez ancienne aux USA, conditionnant les aides directes à la gestion des ressources naturelles.

Des dispositions institutionnelles plus intégrées pour l'agriculture multifonctionnelle existent aussi à travers de nouvelles formes de contrats entre les agriculteurs et l'état. Un exemple intéressant excellent de politique jointe nous est fourni par le contrat territorial d'exploitation en France, présenté comme l'outil pivot de l'administration agricole dans la nouvelle loi d'orientation en juillet 1999 conçue pour redéfinir le rôle de l'agriculture dans la société (encadré 3). C'est une tentative pour réintroduire de la transparence et plus de responsabilité dans la relation entre les agriculteurs et l'administration, et qui donne une substance nationale au deuxième pilier de la PAC, à savoir le développement rural.

Les mesures agro-environnementales fournissent aussi un marché pour les services environnementaux qui sont produits avec des matières premières agricoles. Ceux qui peuvent produire des services environnementaux à un bas prix peuvent récolter les bénéfices du marché "agro-environnemental" en participant au programme. Les mécanismes d'un tel changement ont été exploré par l'USDA-ERS dans un article récent. Des nouvelles opportunités commerciales et des avantages compétitifs à ce marché pour la multifonctionnalité ont été trouvé particulièrement dans les régions de déprise agricole riches en paysage et en biodiversité mais aussi dans les secteurs péri-urbains menacés par l'expansion des villes. Une première étape a été franchi dans ce sens par la politique agro-environnementale américaine, en indemnisant les agriculteurs pour le retrait de certaines productions en raison de l'adoption de pratiques de conservation, avec des subventions des biens et des services environnementaux, dans le Minge-Harkin *Conservation Security Act*, qui a été proposé sans succès au dernier Congrès. Cette occasion offre un précédent qui préfigurera les nouvelles législations.

Une subtile combinaison du principe pollueur payeur, de l'éco-conditionnalité et du contrat territorial d'exploitation peut former la base d'une vraie politique en faveur de l'agriculture durable. Ceci est basé autour du principe que les agriculteurs doivent respecter un niveau minimal de pratiques

environnementales pour garder leurs aides directes, mais que la fourniture supplémentaire de biens et services sociaux et environnementaux doivent être payés pour et par la société. Tel était l'esprit revendiqué par la politique de développement rural dans la réforme de la PAC de l'Agenda 2000.

La première étape doit consister à établir un niveau de référence - une norme minimale de bonne pratique agricole ou le code de bonne pratique agricole. Au-dessous du niveau de référence (externalités négatives), les pratiques sont inacceptables et la pollution est taxée conformément au principe pollueur payeur, ou bien le droit de production est révoqué.

Au dessus du niveau de référence correspondent les bonnes pratiques. Les exploitations agricoles observent le niveau de base de bonne pratique agricole et réglementation environnementale comme étant une condition préalable pour recevoir des aides publiques; on parle dans ce cas d'éco-conditionnalité. Respectant des standards suffisamment stricts en terme de bilan des minéraux, de conservation de la faune et de la flore etc, et basés sur des attentes sociales, ce niveau assure que les agriculteurs ne sont pas, aux yeux du public, payés pour faire ce qu'ils devraient déjà faire en temps normal.

Au-dessus du niveau des bonnes pratiques agricoles se situe le niveau de la production de biens publics (ou d'externalités positives) dans lequel la production de biens et services publics comme la biodiversité, le paysage, l'emploi, l'accès public aux terres cultivées, le bien-être animal et l'extensification, etc, est récompensé dans la proportion au niveau de production de ces marchandises (négocié localement). Cela concerne le principe des contrats territoriaux d'exploitation en France (même si ce dispositif souffre d'une grande latitude d'interprétation au niveau local, encadré 3), la réforme de la politique agricole pour la modernisation écologique en Suisse depuis 1992 en Suisse, et le système des points pour l'agriculture durable aux Pays-Bas.

Ce système n'est pas sans problème, bien sûr. La plupart des pratiques minimales relevant des bonnes pratiques sont déjà subventionnées, donc on rencontrerait une résistance considérable de la part des agriculteurs dépendant de ces subventions. Des paiements directs peuvent cependant rentrer dans de nouveaux dispositifs. Aussi les régions diffèrent-elles considérablement dans la fourniture de fonctions multiples où les agriculteurs peuvent produire des biens publics demandés par la société. Des exploitations agricoles de l'Iowa disposent de moins de paysages, de biodiversité et de fonctions "culturelles" que celles du Vermont ou du Tyrol autrichien. Ce système présente aussi de gros problèmes pour la compétitivité internationale et l'OMC. Les agriculteurs peuvent légitimement arguer du fait que les standards de bases leur impose un fardeau supplémentaire comparé aux producteurs des pays tiers, et que ce besoin doit être mieux. Mais le système est entièrement compatible avec l'agriculture elle-même, qui par sa nature même est localisée dans une région spécifique, ce qui n'est pas universellement reproductible.

Les bonnes pratiques agricoles possède leur propre spécificité locale et elles être décidées soit à l'échelon national, régional, ou départemental. L'élaboration d'un contrat à l'échelon local peut être rémunéré par des financements locaux et des subventions nationales afin de payer l'agriculture

locale en échange de tel ou tel service, comme la conservation de la ressource en eau en amont, dans le cadre de la prévention contre les inondations ou de la production de bioénergie. Un des plus gros problèmes réside dans le fait que les solutions aux problèmes agro-environnementaux et la production d'externalités positives significatives sont le résultat de l'accumulation de petits changements au niveau d'un grand nombre d'exploitations, c'est-à-dire que cela dépend de l'impact collectif de beaucoup d'acteurs. C'est donc plus approprié pour un gouvernement de contractualiser avec des groupes d'agriculteurs ou de propriétaires plutôt qu'avec des individus. C'est l'ingrédient clef du succès des coopératives agro-environnementales aux Pays-Bas. (fiche 5)

Des politiques jointes doivent incorporer le fait que les problèmes agricoles ne peuvent être résolus par la seule politique de développement rural et que celle-ci ne pourra être réalisée uniquement au travers de l'agriculture, y compris l'agriculture multifonctionnelle. Nous avons besoin de politiques rurales de terrain intégrées et différenciées dans l'espace.

Il faut aussi reconnaître qu'il est très difficile de recréer des formes de multifonctionnalité après les avoir perdu. Cela concerne aux pays demandant l'adhésion à l'UE, dont de nombreuses terres cultivées sont riches en paysage et en biodiversité -des systèmes agricoles traditionnels s'étant développés depuis plusieurs siècles - sont à la base d'un développement rural. Des politiques jointes exigent qu'une même politique qui protège des marchés, protège aussi bien les ressources comme les sols et l'eau.

Enfin, la recherche de l'intérêt public dans une politique reste essentielle. En général, la recherche privée ne cible qu'une fonction simple d'agriculture, la production. Si à long terme nous voulons que l'agriculture produise des biens publics, la recherche publique doit également investir cet objet de recherche. Finalement, nous devons attirer l'attention du secteur privé sur l'agriculture durable et multifonctionnelle, et enfin inciter les consommateurs et les investisseurs vers de meilleures pratiques.

ANNEXE 1

Glossaire des agricultures : typologie simplifiée des qualificatifs de l'agriculture durable

Auteurs : André Blouet, Samuel Féret, Geneviève N'Guyen, Frank Pervanchon, Jean-Pierre Sarthou.

Introduction

La clarification des termes utilisés pour qualifier l'agriculture apparaît aujourd'hui comme une nécessité car les mots, véhicules d'une représentation, sont le reflet de ce que pensent les experts de l'agriculture²⁶, avec une contextualisation en fonction des époques et de la pluralité des terrains d'application. Certains auteurs ont commencé à faire le point sur quelques termes utilisés en France, tels que "durable", "paysan", "raisonné", "fermier", "intégré", "de précision" ou "biologique" [Féret, 2000 #667; Roué, 1999 #174]. D'autres ont rédigé un "Glossaire de l'Agriculture Biologique", reprenant un ensemble d'expressions synonymes d'"agriculture biologique", mais sans détails, ni classification [Beau, 1992 #705]. Aux Etats-Unis est parue une brochure reprenant un large ensemble des qualificatifs anglosaxons de l'agriculture, sous le titre : "Sustainable agriculture: definitions and terms"²⁷ [Gold, 1999 #674]. A l'heure actuelle, il n'existe pas de document analogue en langue française, et aucun qui recense de façon exhaustive les expressions qualifiant l'agriculture. Pourtant, les mots, à la définition explicite ou implicite, s'infiltrèrent dans les discours et parfois sont détournés de leur sens premier. Un exemple frappant est l'utilisation de l'adjectif "durable". Ainsi, *"le concept de développement durable a fait irruption dans le monde agricole au point de figurer dans tous les discours d'orientation ou stratégiques, y compris de groupes phytosanitaires ! Ce mot magique, un temps consensuel, cache des sensibilités et des orientations différentes et donne lieu à des glissements de sens au gré de chacun. Si le concept est fécond, à la dimension des portes qu'il ouvre à l'agriculture, il faudrait éviter qu'il se vide de son contenu, en étant l'auberge espagnole d'une agriculture en mal de projet, de la pérennité et de la transmissibilité des entreprises au respect de l'environnement, de l'emploi au développement rural, de l'écologie... à l'éthique ou à l'équité sociale. C'est selon, mais à force les idées sous-jacentes avancent."* (Mer, 1999, page 223).

Il s'agit donc dans ce document de définir les adjectifs, compléments, épithètes et attributs du nom "agriculture", rencontrés dans les textes originaux ou les traductions francophones d'expressions étrangères, et d'en proposer un début de classification. Nous proposons une taxonomie simplifiée des définitions des qualificatifs de l'agriculture. Cette approche nous permet de détailler, dans un premier temps, les termes génériques qualifiant l'agriculture, puis de présenter les définitions de l'ensemble des expressions qualifiant différentes approches de l'agriculture selon quatre thèmes : des qualificatifs de pratiques ou de systèmes agricoles qui ont été généralisés à l'agriculture ; des qualificatifs d'une orientation écologique ; des qualificatifs

²⁶ Agriculteurs, techniciens, conseillers, ingénieurs, politiciens, journalistes spécialisés, scientifiques...

²⁷ A consulter en ligne : www.nal.usda.gov/afsic/AFSIC_pubs/srb9902.htm.

d'une orientation économique de l'agriculture ; et enfin des qualificatifs d'une orientation territoriale de l'agriculture.

Grandes lignes d'une taxonomie des qualificatifs de l'agriculture

Des termes génériques pour qualifier l'agriculture

l'expression " agriculture durable "

La notion de durabilité²⁸ décrit au 18^{ème} siècle, dans le domaine de la foresterie, l'utilisation du bois selon sa vitesse de croissance, dans le but de répondre sur le long terme à la demande en bois de chauffe et de construction [Lewandowski, 1999 #593]. Cette notion a beaucoup évolué depuis. Ainsi, le concept de " durabilité " se discute en Amérique du Nord, depuis le début des années 1970 pour souligner les dangers environnementaux et sociaux de la croissance économique productiviste, et l'adjectif " durable ", appliqué aux mots " société " et " économie ", décrivait à la fin des années 1970, l'équilibre nécessaire entre l'économie et l'écosystème qui la supporte, dans le but commun de la préservation de l'environnement et du bien-être humain [Estevez, 1999 #154].

L'adjectif " durable " a été appliqué au mot " développement " en 1987, dans le rapport Brundtland²⁹. Ensuite, le glissement s'est effectué du " développement " vers les secteurs économiques, et en particulier " l'agriculture ". Dans l'expression " agriculture durable ", le terme " durable " n'a pas d'origine pratique ou technique, mais une origine conceptuelle, qui fait que l'on taxe parfois l'agriculture durable d'" utopique ". L'émergence de l'agriculture durable correspond donc moins à des techniques nouvelles, émergentes qu'à une réflexion sur la prise en compte de l'environnement, de la société, de l'économie, et de la transmission des ressources et de l'information entre les générations, dans les programmes de développement de l'agriculture et ce, à toutes les échelles [OECD, 1995 #36]. En conséquence, toutes les formes actuelles de l'agriculture (biologique, intégrée, raisonnée, etc. qui font l'objet du présent document), mais aussi tous les secteurs agricoles (élevage, cultures) peuvent se revendiquer comme " durables " ou contribuant à une " agriculture durable ". C'est pourquoi il faut faire attention à ce que ce concept fécond et novateur ne perde du sens en étant détourné de son sens premier [Mer, 1999 #699].

Nous proposons la définition suivante : " l'expression " agriculture durable " traduit la contribution de l'agriculture au développement durable grâce au respect de l'environnement³⁰, au maintien de la rentabilité économique³¹, à l'acceptabilité sociale³², à la transmission des biens et de l'information³³,

²⁸ En anglais : " Sustainability ".

²⁹ En anglais " sustainable development " ; le rapport de Brundtland s'intitule : " Our common future ", publié par la CNUED, 400 Pages.

³⁰ Préservation des sols, de l'air, des ressources non renouvelables, de la biodiversité et des paysages.

³¹ Maintien du potentiel agronomique des sols, maintien ou amélioration du niveau de vie de l'exploitant, praticabilité à long terme, mais aussi contribution aux échanges commerciaux locaux, nationaux ou internationaux...

³² Prise en compte d'une dimension éthique, assurance d'une alimentation en quantité et en qualité à tous les peuples, maintien du tissu social rural et urbain...

chacun de ces thèmes devant être considéré pour lui-même et par rapport aux autres, dans une approche systémique”. Cette définition s’appuie sur différents travaux dont la liste ne peut être exhaustive [Andreoli, 2000 #589; Bonny, 1994 #568; Bosshard, 2000 #594; Estevez, 1999 #154; FAO, 1995 #37; Girardin, 1996 #85; OECD, 1995 #36; Paillotin, 2000 #668]. Comme synonymes de l’agriculture durable, on trouvera les expressions : agriculture “reproductible”, agriculture “renouvelable”, ou agriculture “soutenable”, traduction littérale de l’anglais “sustainable agriculture”.

Les qualificatifs de l’agriculture dans une perspective historique :

Les expressions “agriculture moderne” et “agriculture traditionnelle” qualifient l’agriculture dans une perspective historique. L’adjectif “traditionnel” caractérise l’agriculture qui existait avant la fin du 19^{ème} siècle. Par exemple en France, il s’agissait d’un modèle “paysan”, issu de la société rurale féodale [Braudel, 1986 #694]. Il n’en existe plus aujourd’hui que quelques formes relictuelles [Pernet, 1982 #691] car l’agriculture “traditionnelle” a décliné au profit du modèle danois, préparé à ces changements globaux grâce à une agriculture basée sur des exploitations familiales dont la production est destinée à des marchés nationaux et internationaux et qui est à l’origine des agricultures européennes actuelles [Servolin, 1989 #661]. C’est vers la fin du 19^{ème} siècle (vers 1860), que l’agriculture amorce son passage d’une économie domestique à une agriculture industrialisée, grâce à l’avènement concomitant de la production industrielle d’engrais, du développement des transports, et de l’invention de moyens frigorifiques et de machines agricoles [Augé-Laribé, 1912 #692]. Ce passage sera vraiment réalisé en Europe seulement à partir de la fin de la Seconde Guerre Mondiale pendant “les Trente Glorieuses”, lorsque l’Europe cherchera à assurer l’autosuffisance alimentaire des peuples européens en développant la mécanisation, l’application des progrès techniques et scientifiques, et en mettant en œuvre la Politique Agricole Commune [Chombart de Lauwe, 1979 #695]. L’agriculture est alors qualifiée de “moderne” [Servolin, 1989 #661]. Une expression synonyme de “agriculture dominante” est “agriculture industrielle” [Chavagne, 1984 #693], ou sa variante : “agriculture industrialisée” [Augé-Laribé, 1912 #692].

Les qualificatifs d’un modèle agricole dominant :

L’expression “agriculture dominante” traduit la notion de modèle agricole dominant. Lorsque l’agriculture moderne commence à remplacer l’agriculture traditionnelle, “*se constitue progressivement un modèle agricole dominant qui est le résultat du fonctionnement du système social global, qui répond à ses attentes, par le biais d’une politique économique et d’un appareil d’encadrement cohérents. Ce modèle dominant, ce sont des systèmes techniques et des systèmes productifs adaptés aux objectifs réels assignés à l’agriculture, il s’organise dans un triple mouvement d’intensification, de spécialisation et de concentration, il se localise dans une partie seulement du territoire qui correspond le mieux aux nécessités propres de son fonctionnement.*” (Pernet, 1982, page 13 et 14).

³³ Possibilité de reprise des exploitations par un jeune agriculteur, accessibilité et diffusion des connaissances anciennes, et des avancées techniques et scientifiques.

Nous pouvons tenter de dégager les caractéristiques principales du modèle agricole dominant en Europe, valables malgré la diversité des systèmes modernes :

1. aspects théoriques : le modèle dominant est basé sur la recherche du rendement maximal, il privilégie la rentabilité et la productivité ; il a une moindre dépendance vis-à-vis de l'environnement et une plus forte dépendance vis-à-vis des industries et des circuits commerciaux nationaux et internationaux ; il est aussi caractérisé par une augmentation du capital et des structures ;
2. légitimation : l'objectif du modèle agricole dominant est de nourrir la population à faible coût pour le consommateur, et en quantité suffisante ; il bénéficie d'un soutien syndical et politique important pour favoriser les productions ;
3. les pratiques sont basées sur : l'intensification de la production et l'application des innovations techniques développées par les industries (nouveaux produits phytosanitaires par exemple) ; la spécialisation de l'exploitation liée à la monoculture ou à l'élevage spécialisé ; l'utilisation de produits chimiques de synthèse souvent aux doses maximales prescrites par sécurité, c'est-à-dire pour limiter au maximum les aléas de production ; un manque d'approche systémique c'est-à-dire d'une approche des interactions entre les pratiques agricoles.

En conséquence, sur un plan sémantique, on peut associer à l'expression " d'agriculture dominante ", certaines expressions synonymes qui qualifient les pratiques : " agriculture intensive ", " agriculture systématique " [Girardin, 1993 #98]. D'autres qualifient les aspects théoriques du modèle dominant : " agriculture productiviste " [Sébillotte, 1996 #7], " agriculture commerciale " ou " agriculture commercialisée " [Chombart de Lauwe, 1979 #695; Augé-Laribé, 1912 #692], " agriculture capitaliste " [Augé-Laribé, 1912 #692]. Enfin certaines expressions sont générales : " agriculture courante ", " agriculture ordinaire " ou " agriculture classique " [Viel, 1979 #688], " agriculture conventionnelle " [Pernet, 1982 #691].

Les qualificatifs génériques des agricultures en dehors du modèle dominant :

L'émergence d'un modèle agricole dominant a pour corollaire la naissance d'" *agricultures différentes* ", différentes non seulement de l'agriculture " dominante ", mais aussi de l'agriculture " traditionnelle " du 19^{ème} siècle [Pernet, 1982 #691]. Cette approche est très politique.

Pour qualifier les agricultures différentes s'inscrivant dans une perspective plus écologique, on trouve le mot " alternatif ". Dans son acception générale, l'expression " agriculture alternative " traduit la volonté de trouver des procédés agricoles qui évitent l'usage de produits chimiques de synthèse et qui cherchent de nouveaux systèmes de production. Il s'agit en fait d'une expression calquée sur l'expression anglaise " alternative agriculture ", l'adjectif " alternative " signifiant, en anglais, la recherche d'une solution de remplacement. Cette acception est critiquable sur un plan sémantique car habituellement en français l'adjectif " alternatif " inclut soit la notion de choix, de dilemme, soit la notion d'alternance, de successions d'états ou de phénomènes opposés. Dans le cas de l'agriculture " alternative ", il s'agit bien de la recherche d'un remplacement définitif d'une forme d'agriculture dominante par une forme en faveur de procédés inspirés par l'écologie

[Estevez, 1999 #154]. L'agroécologie peut-être considérée comme l'une des bases de la recherche pour une (ou des) agriculture(s) "alternative(s)" [Altieri, 1986 #687]³⁴.

Le concept "ecological farming" des anglo-saxons peut se traduire par "agriculture écologique", c'est-à-dire un terme très général synonyme de "agriculture alternative" prise dans son acception large d'une meilleure prise en compte de l'environnement dans les procédés agricoles ; ce concept a été utilisé au Québec dans les années 1990 par le Ministère de l'Agriculture (MAPAQ) sous le terme synonyme de "Eco-agriculture" [Estevez, 1999 #154].

Le terme "holistic agriculture" se retrouve en français, mais avec une diffusion assez faible, sous le qualificatif "agriculture holistique"³⁵. Le terme "holistic" traduit la recherche d'une approche systémique, par opposition aux approches "mécaniste" et "analytique". En conséquence l'appellation "agriculture holistique" ne traduit pas la recherche d'un procédé agricole unique, mais au contraire regroupe l'ensemble des agricultures "alternatives" ayant une approche globale, holistique de l'exploitation agricole³⁶ [Gold, 1999 #674].

Pour qualifier les agricultures différentes s'inscrivant dans une perspective multiple, à savoir environnementale, sociale, économique, territoriale, on trouve l'expression "agriculture multifonctionnelle". Il s'agit de traduire par cette expression une volonté d'élargir l'agriculture à de nouvelles missions, au-delà de sa fonction première qui est nourrir la population [Mer, 1999 #699].

Termes qualifiant initialement des pratiques agricoles puis généralisés à l'agriculture :

Plusieurs adjectifs qui qualifient des pratiques agricoles ont été utilisés pour qualifier l'agriculture dans son ensemble. On trouve ainsi les expressions "agriculture intensive" et "agriculture extensive". Ces adjectifs se retrouvent en anglais sous les expressions plus précises de : "capital intensive agriculture" ou "labour intensive agriculture", pour qualifier une agriculture "intensive" (ou "extensive") par rapport à un facteur de production tel que le travail ou le capital. En France le terme "agriculture intensive" est utilisé parfois comme synonyme d'"agriculture dominante" car il caractérise une

³⁴ Cependant il faut noter que l'agriculture "alternative" peut prendre un sens plus restreint emprunté au domaine économique où sont favorisés des cultures non traditionnelles, de l'élevage et d'autres produits fermiers, la transformation des produits à la ferme, le tourisme, et d'autres services connexes de l'exploitation agricole, et la vente directe et le développement de stratégies de marketing [Gold, 1999 #674].

³⁵ Ouvrage de Thompkins et Bird traduit de l'américain : "Agriculture holistique, la vie secrète du sol" chez Robert Laffont

³⁶ Cependant une acception plus restrictive de l'agriculture holistique existe sous le terme anglo-saxons "holistic management" (HM) appelé à l'origine "holistic resource management" (HRM). Le HM (ou HRM) est une approche développée par un biologiste zimbawéen, Allan Savory, pour limiter la progression de la désertification. Il s'agit d'un procédé d'aide à la décision basé sur la compréhension des relations entre l'homme, les animaux et leur environnement. Ce procédé aide les acteurs locaux à identifier et clarifier les valeurs principales pour leur permettre ensuite d'agir efficacement sur les plans environnemental, économique et social. Le concept HM est développé et diffusé par le Center for Holistic Management.

utilisation maximale des potentialités de l'exploitation agricole pour obtenir un rendement le plus élevé possible. A l'inverse, l'expression "agriculture extensive" caractérise une agriculture qui minimise les prélèvements par hectare en augmentant les surfaces exploitées [Beau, 1992 #705].

D'autres adjectifs sont inspirés des pratiques. Il s'agit des mots "raisonné" et "intégré" qui caractérisaient à l'origine la lutte contre les ravageurs et les mauvaises herbes des cultures [Ferron, 1999 #704]. Les expressions "agriculture raisonnée" et "agriculture intégrée" élargissent à l'ensemble du système de production les méthodes utilisées pour la protection des cultures. Ces deux expressions sont liées conceptuellement, l'"agriculture raisonnée" étant sans doute un premier pas vers l'"agriculture intégrée" puisque la première cherche seulement à améliorer les pratiques du modèle agricole dominant, tandis que la seconde développe une approche systémique de l'exploitation agricole en vue de modifier en profondeur le modèle agricole dominant. On trouvera aussi les expressions "raisonné fragmentaire" et "raisonné intégratif" qui qualifient deux niveaux différents entre l'agriculture "raisonnée" et l'agriculture "intégrée" [Paillotin, 2000 #668].

L'expression "agriculture de précision" qualifie l'agriculture qui fait appel aux nouvelles technologies : SIG -Système d'Information Géographique, GPS - Global Positioning System, Satellite, informatique. L'agriculture de précision a un raisonnement réfléchi par rapport à l'information. Elle est basée sur le principe qu'une parcelle étant hétérogène, il faut apporter les intrants (fertilisants, graines, pesticides, travail du sol ...) en fonction des caractéristiques uniques de chaque zone de la parcelle [Auernhammer, 2001 #696]. Les termes anglais pour l'agriculture de précision sont très explicites, le "precision farming" ou "precision agriculture" étant synonyme de "prescription farming" ou "site specific management" [Gold, 1999 #674]. L'expression "appropriate agriculture" ("agriculture appropriée") semble se rapprocher de l'agriculture de précision compte tenu de son synonyme "appropriate technology"³⁷.

Expressions que l'on peut associer à des orientations pour une future agriculture :

Rémi Mer (1999) a décrit trois scénarii possibles pour l'agriculture : un scénario économique ou consumériste, un scénario écologique, et un scénario citoyen. Nous avons choisi de nous inspirer de ces trois visions de l'agriculture, auxquelles nous avons ajouté l'approche territoriale, pour tenter de classer les nombreuses expressions qualifiant l'agriculture aujourd'hui.

Dans la première catégorie de qualificatifs concernant un scénario agricole écologique, on rencontre le plus grand nombre d'expressions. Tout d'abord, un ensemble d'expressions que l'on trouve en Europe, synonymes ou variantes de "agriculture biologique" : "agriculture biologique" stricto sensu, "agriculture organo-biologique", "agriculture biodynamique", et "agriculture organique", "agriculture fermentaire". Cette variété d'expressions entraîne des difficultés de traduction : l'"agriculture biologique" telle qu'on la définit en France se traduit dans les pays anglophones par "organic farming" (ou "organic agriculture") et en allemand par "ökologische Landwirtschaft". Or si les procédés prônés par ces agricultures sont les mêmes globalement, leur traduction littérale en français ("agriculture organique" et "agriculture

³⁷ Le tenant de ce concept semble être Eugene Canales auteur de "Smaller Scale grain today" en 1999.

écologique ") ne trouve pas d'échos précis. Il faut donc rester vigilant lors des traductions. Si l'on trouve des termes ayant les racines étymologiques "eco-logos" et "bio-logos", le sens en français sera variable en fonction du pays considéré : en espagnol, "agricultura ecologica", en allemand "ökologische Landwirtschaft", en portugais "agricultura biologica" se "traduiront en français par "agriculture biologique". Nous avons vu plus haut que le concept anglo-saxon "ecological farming" est un terme générique synonyme de "agriculture alternative". Le terme anglais "biological farming" aura lui aussi une signification variable en fonction du pays considéré : d'une acception très large synonyme de "ecological farming" à un sens restrictif synonyme de "organic farming".

L'expression "troisième agriculture" qualifie une agriculture entre l'agriculture biologique et l'agriculture dominante et qui intègre davantage les connaissances scientifiques sur l'écologie [Souchon, 1974 #652]. Cette agriculture prendra le nom d'"agriculture intégrée" [Morris, 1999 #698; Viaux, 1999 #665].

Certaines expressions caractérisent la prise en compte de la sylviculture en lien avec l'agriculture. Ainsi, l'"agriculture permanente", ou "permaculture", inventée en 1978 en Australie et qui a été soutenue, en France, en particulier, par Dominique Soltner qui a préfacé la traduction française de 1986 du livre de Mollison et Holmgren. Soltner est aussi à l'origine en France de l'"agriculture bocagère", une adaptation au contexte français de l'"agriculture forestière" [Beau, 1992 #705], expression synonyme de "agroforesterie". Dans le cadre de l'agroforesterie, on parle d'agrosylviculture en l'absence de productions animales, et d'agrosylvopastoralisme en présence de telles productions. Enfin, l'expression "agriculture pérenne" peut-être considérée comme synonyme de "permaculture" [Mollison, 1986 #250], mais elle caractérise aussi une agriculture basée sur l'écologie des prairies, définie aux Etats-Unis par le land Institute [Beau, 1992 #705].

Plusieurs qualificatifs sont nés au Japon : l'agriculture "sauvage" ("natural farming" en anglais) [Fukuoka, 1990 #678] die aussi agriculture "synergétique". Le terme "sauvage" est donc bien choisi dans la mesure où cette agriculture prône l'absence d'intervention de l'homme sur la production (le synonyme en anglais de "natural farming" étant "do-nothing farming"), par opposition aux autres formes d'agriculture qui sont nécessairement "artificielles" puisque nécessitant l'intervention de l'homme. D'autres courants venant du Japon se traduisent littéralement en français par "agriculture naturelle" : c'est le "nature farming" et le "Kyusei Nature Farming" (en anglais).

Dans les pays anglo-saxons, on rencontre des qualificatifs de l'agriculture qui ne trouvent pas toujours leur traduction en français : "agriculture de conservation" ("conservation agriculture"), "agriculture à faible intrant" ("low external input agriculture" ou "low input agriculture"), "agriculture régénératrice" ("regenerative agriculture"). Certaines expressions enfin, sont floues : "agriculture radicale" (en anglais "radical agriculture"); voire non traductible : "resource efficient agriculture", mais elles sont les qualificatifs d'une agriculture "écologique" [Estevez, 1999 #154].

On trouve ensuite des qualificatifs d'un scénario agricole citoyen, sous l'expression "agriculture citoyenne" [Mer, 1999 #699]. Une variante est

l'expression " agriculture solidaire ". Il s'agit de remettre l'agriculteur au cœur de son projet et de son territoire, de lui redonner des responsabilités dans la collectivité et la société en matière de développement du territoire, de qualité des aliments, du respect du patrimoine et des ressources, alors qu'il était jusqu'à présent, à cause des aides, un " assisté " ou un " chasseur de primes " [Mer, 1999 #699]. L'expression " agriculture paysanne " a été mise en valeur politiquement et syndicalement, notamment par le syndicat minoritaire Confédération Paysanne qui en a rédigé une charte³⁸. L'agriculture " paysanne " cherche à mettre en valeur et développer les paysanneries du monde entier [Beau, 1992 #705].

On trouve aussi la prise en compte de la dimension territoriale de l'agriculture à travers l'agriculture " fermière ", mais aussi " intersticielle ", " urbaine " et " péri-urbaine ". Ces concepts induisent des problématiques propres à l'aménagement du territoire soulevées depuis plusieurs décennies [Falque, 1974 #658].

Enfin, certains qualificatifs caractérisent une perspective économique de l'agriculture. Ainsi l'expression " agriculture familiale " qui traduit une agriculture reposant sur une main d'œuvre familiale [Beau, 1992 #705]. Les expressions " agriculture économe " et " agriculture autonome " sont dans la lignée du rapport de Jacques Poly³⁹ qui cherchait des alternatives économiques au modèle agricole dominant. Des agriculteurs ont repris ces expressions à leur compte et les ont traduites agronomiquement en développant des systèmes de production permettant de limiter l'apport d'intrants grâce à la complémentarité entre l'élevage et les cultures [Pochon, 1998 #8]. Dans la perspective économique de l'agriculture, se développe une tendance consumériste de recherche de qualité. L'expression " agriculture de qualité " traduit une agriculture productrice d'aliments de qualité [Beau, 1992 #705], tandis que l'impulsion que désire donner le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche à l'agriculture " raisonnée " est basée davantage sur la recherche d'une " qualité totale " ⁴⁰, développé par Mer (1999).

³⁸ <http://www.confederationpaysanne.fr/anapro/principe.html>

³⁹ Ancien Directeur de l'INRA, qui a rédigé en 1978 le rapport : " Pour une agriculture plus économe et plus autonome ".

⁴⁰ Mer (1999) définit la qualité totale comme l'ensemble comprenant la qualité des aliments, de l'environnement, des paysages, qualité de vie des agriculteurs, qualité des bâtiments et du traitement des animaux, etc.

Tableau récapitulatif des termes qualificatifs de l'agriculture.

Expressions	Définition	Auteurs de référence	Label	Echelle de production	Usage actuel de l'expression	Caractères principaux de l'agriculture concernée	Motivation
Termes génériques							
Agriculture durable	L'expression " agriculture durable " est un concept qui traduit la contribution de l'agriculture durable au respect de l'environnement, au maintien de la rentabilité économique, à la transmission des biens et de l'information, chacun de ces thèmes devant être considéré pour lui-même et par rapport aux autres, dans une approche systémique " (détail dans le texte)	Rapport Brundtland (1987). Différents travaux dont la liste ne peut être exhaustive au [Andreoli, 2000 ; Bonny, #589 ; #568 ; Bosshard, 2000 ; Estevez, #594 ; #154 ; #37 ; #1995 ; Girardin, 1996 ; #85 ; OECD, 1995 ; #36 ; Paillotin, 2000 #668]	/	/	Utilisé dans le monde entier par tous les experts de l'agriculture et du développement	Une traduction agronomique pourrait être définie par [Vilain, 1999 #84]	Economique, sociale, politique, environnementale.
Agriculture traditionnelle	Agriculture du 19ème siècle, avant son industrialisation. Peut-être considérée comme une agriculture antimodernisation [Beau, 1992 #705].	[Augé-Laribé, 1912 #692 ; Braudel, 1986 #694]	/	Production familiale ou à des locaux	Rélictuelle en Europe ; caractères présents dans les pays en voie de développement	Traction animale ; basée sur l'élevage associé aux cultures.	Historique
Agriculture moderne	Agriculture issue du modèle agricole danois et conduit aux agricultures européennes actuelles	[Servolin, 1989 #661 ; Chombart de Lauwe, 1979 #695]	/	Accès aux marchés nationaux et internationaux	Ensemble de l'Occident	Mécanisation, utilisation de produits de synthèse.	Historique
Agriculture industrielle (ou industrialisée)	L'agriculture industrielle fait référence à la déconnexion progressive de l'agriculture vis-à-vis de son environnement qui a conduit à une dépendance forte vis-à-vis des industries. Cette expression est une variante de " agriculture moderne " .	[Chavagne, 1984 #693 ; Laribe, 1912 #692]	/	Accès aux marchés nationaux et internationaux	Ensemble de l'Occident	Ceux du modèle agricole dominant.	Historique, économique

Qualificatifs génériques du modèle agricole dominant							
Agriculture dominante	L'agriculture dominante applique les principes du modèle dominant (voir texte).	[Pernet, 1982/ #691]	Accès aux marchés nationaux et internationaux	auxEnsemble l'Occident et internationaux	deCeux du modèle agricole dominant.	Motivation économique.	
Agriculture conventionnelle	L'adjectif "conventionnel" qualifie la conformité à des règles sociales, ou la résultante d'un accord passé entre individus, ou entre groupes sociaux ou politique. L'agriculture "conventionnelle" est donc celle qui est conforme au modèle agricole dominant, mais peu aussi signifier une agriculture à l'origine d'accords officiels de nature politique ou sociale. C'est une agriculture de référence.	/	Accès aux marchés nationaux et internationaux	auxEnsemble l'Occident et internationaux	deCeux du modèle agricole dominant.	Motivation économique.	
Agriculture productiviste	L'agriculture "productiviste" est une agriculture qui cherche à augmenter les richesses (naturelles ou biens) et la rentabilité des exploitations agricoles.	[Sébillotte, 1996/ #7]	Accès aux marchés nationaux et internationaux	auxEnsemble l'Occident et internationaux	deAssurer un rendement maximal.	Motivation économique.	
Agriculture capitaliste	L'agriculture capitaliste recherche une augmentation du patrimoine agricole	[Augé-Laribé, 1912 #692]	Accès aux marchés nationaux et internationaux	auxInusité aujourd'hui et internationaux	Ceux du modèle agricole dominant.	Motivation économique.	
Agriculture commerciale (ou commercialisée)	L'agriculture commerciale pour but de produire dans le but de participer aux échanges économiques nationaux et internationaux.	[Augé-Laribé, 1912 #692; Chombart de Lauwe, 1979 #695]	Accès aux marchés nationaux et internationaux	auxEnsemble l'Occident et internationaux	deCeux du modèle agricole dominant.	Motivation économique.	
Agriculture intensive (anglais : "Capital intensive", "labour intensive")	L'adjectif "intensif" qualifie une agriculture cherchant à augmenter les rendements à l'hectare ou les rendements zootechniques (carcasses, lait) en augmentant les performances des animaux, des végétaux et des sols par	/	Accès aux marchés nationaux et internationaux	auxEnsemble l'Occident et internationaux	deAssurer un rendement maximal par l'intensification du capital, du travail par surface de production.	Motivation économique.	

Trame pour travail prévu en coopération INRA/ENSAIA/ENSAT.
Frank Pervanchon 02/02/2001

exemple via la sélection variétale, la sélection génétique, la fertilisation des sols.						
Agriculture chimique	L'agriculture chimique est basée sur l'utilisation de produits chimiques : engrais à partir de la fin du 19ème siècle, puis pesticides à partir de la fin de la première moitié du 20ème siècle. Elle prend sa source dans la découverte du rôle des éléments minéraux pour la nutrition des plantes par von Liebig en 1840, et qui a conduit à la production industrielle d'engrais chimiques dès la fin du 19ème siècle	/	Accès aux marchés nationaux et internationaux	Ensemble l'Occident	Utilisation de produits chimiques pour s'affranchir de la dépendance vis-à-vis de l'environnement.	Motivation économique.
Agriculture systématique	Une variante du terme " agriculture chimique " : référence à la manière dont les produits chimiques de synthèse sont appliqués, l'adjectif " systématique " qualifiant l'application de produits chimiques sans attention pour les besoins réels des végétaux concernés par cette alimentation.	/	Accès aux marchés nationaux et internationaux	Ensemble l'Occident	Utilisation de produits chimiques par sécurité pour assurer une production maximum et limiter les aléas de production.	Motivation économique.
Agriculture artificielle	Synonyme de " agriculture chimique " rarement utilisé.	/	Accès aux marchés nationaux et internationaux	Rarement utilisé	Utilisation des produits chimiques de synthèse pour la production agricole.	Motivation économique.
Agriculture raisonnée (approche des industries agricoles majoritaires des syndicats)	L'agriculture raisonnée est revendiquée par les syndicats agricoles majoritaires et mise en place pour valoriser l'image de marque des industries agricoles.	Labels contrôlés	Accès aux marchés nationaux et internationaux	Europe	Valoriser l'image des industries en prônant le respect de l'environnement grâce à une diminution des apports de produits de synthèse.	Motivation économique et marketing.

Trame pour travail prévu en coopération INRA/ENSAIA/ENSAT.
Frank Pervanchon 02/02/2001

Traduction abusive : Agriculture intégrée	industries chimiques et agro-alimentaires sans remettre en cause le modèle dominant, dans l'économie d'éco-produits.	l'Environnement. Plusieurs approches [Bonny, 1997 #97; Roué, 1999 #174]		Accès aux marchés locaux et production familiale	France	Grande diversité	Engagement pour certains agriculteurs. Sinon, aucune car issues de l'exclusion ou de la marginalisation
Qualificatifs	des agricultures en dehors du système agricole dominant						
Agriculture(s) différente(s)	Agriculture(s) opposant au modèle dominant ou en dehors de celui-ci par impossibilité technique et/ou économique, mais ne répondant pas non plus aux critères de l'agriculture traditionnelle (elles ne sont pas rétrogrades).	1982 / Pernet, #691					
Agriculture(s) alternative(s)	" Cette approche tend à établir des modèles pérennisables qui ont pour fonction liée à la production : i) de sauvegarder l'outil essentiel de production qu'est la terre en chassée de son écran naturel, ii) de restituer un meilleur équilibre entre la part d'autonomie individuelle et/ou communautaire et la part d'interdépendance avec l'extérieur. " [Cavelier, 1990 #679]	1986 / Altieri, #687		" Libérées des dogmes rigides, la multiplicité et l'adaptabilité de leurs variantes en font des démarches compatibles avec les différents modèles d'échange comme d'auto-suffisance. " [Cavelier, 1990 #679]	France		" Ce sont des stratégies globalisantes qui visent à optimiser l'ensemble des ressources agro-écologiques [...] Elles s'appuient souvent autant sur le savoir-faire empirique des populations locales que sur les connaissances abstraites acquises à l'extérieur, et l'approche scientifique aide à objectiver et à rationaliser le savoir-faire. Toutes ces stratégies reposent sur le rôle important des associations culturelles, avec l'arbre en particulier, et sur celui des aspects spatio-temporels de l'utilisation des ressources. " #679].
Agriculture holistique	L'expression " holistique " ne traduit pas la recherche d'un procédé agricole unique, mais au contraire regroupe l'ensemble des agricultures " alternatives " ayant une	[Gold, 1999 #674] /		De la production familiale à l'échelle internationale	Pays anglo-saxons		Le terme " holistic " traduit la recherche d'une approche systémique, par opposition aux approches " mécaniste " et " analytique ".

Agriculture écologique (ou "éco-agriculture" au Québec)	approche globale, holistique de l'exploitation agricole. L'expression "agriculture écologique" est la traduction littérale de "ecological farming" des anglo-saxons, c'est-à-dire un terme très général synonyme de "agriculture alternative".	[Estevez, 1999/154]			Cf. <i>Agricultures alternatives</i> . Pays anglo-saxons, Québec.	Cf. <i>Agricultures alternatives</i> .	
Agriculture multifonctionnelle	L'expression "agriculture multifonctionnelle" qualifie les agricultures s'inscrivant dans une perspective multiple, à savoir environnementale, sociale, économique, territoriale.	[Mer, 1999 #699]	/	De la production familiale à l'échelle internationale	Europe	Il s'agit de traduire par cette expression une volonté d'élargir l'agriculture à de nouvelles missions, au-delà de sa fonction première qui est nourrir la population	Multiple : territoriale, économique, environnementale...
Qualificatifs génériques initialement appliqués aux pratiques ou aux systèmes							
Agriculture raisonnée (approche agronomique) Synonyme (inusité) : Agriculture dirigée	Issue de la lutte raisonnée (dite aussi "dirigée") l'agriculture développée par les agronomes est basée sur l'observation du milieu et une modification des pratiques agricoles en vue d'un meilleur respect de l'environnement ; on pourrait donc parler aussi d'agriculture "dirigée". Il s'agit d'un premier pas vers l'agriculture intégrée.	[Gleizes, 1998/671]	Pas de labels des suivis et contrôles indépendants de l'évolution des pratiques agricoles	Accès aux marchés internationaux	France et internationaux	Opérations (changer la fertilisation), (protection des cultures), Irrigations (collecte de l'eau) et Pic-Agri (emballages vides). Pas d'approche systémique.	Motivation de l'agriculture raisonnée et environnementale.
Agriculture de précision (en anglais "precision farming", "precision agriculture", "prescription farming", "site specific management")	L'agriculture de précision fait appel aux nouvelles technologies : SIG -Système d'Information Géographique, GPS -Global Positioning System, Satellite, informatique. Implique des investissements importants dans les nouvelles technologies de l'information.	[Auernhammer, 2001 #696]	/	Accès aux marchés internationaux	Occident et internationaux	Basée sur le principe qu'une parcelle étant hétérogène, il faut apporter les intrants (engrais, pesticides, travail du sol...) en fonction des caractéristiques uniques de chaque zone de la parcelle.	Motivation économique, il faut apporter les intrants (engrais, engrais, engrais) en fonction des caractéristiques uniques de chaque zone de la parcelle.
Agriculture	Regroupe les agricultures	[Féret, 2000 #667]	/	Accès	France, rarement	S'affirme dans la modernité,	Motivation

Trame pour travail prévu en coopération INRA/ENSAIA/ENSAT.
Frank Pervanchon 02/02/2001

réf	thématique	raisonnée et de précision	marchés nationaux et internationaux ?	utilisé	via les innovations techniques.	économique, répercussions environnementales.
Agriculture appropriée (anglais : "appropriate agriculture")		Variante de l'agriculture de précision (?)		Pays anglo-saxons	Cf. agriculture de précision ?	Cf. agriculture de précision ?
Agriculture extensive		L'expression "agriculture extensive" caractérise une agriculture qui minimise les prélèvements par hectare en augmentant les surfaces exploitées [Beau, 1992 #705]	De la production familiale à l'échelle internationale	Monde	Opposée à l'agriculture intensive.	Economique et environnementale
Agriculture intégrée		L'adjectif "intégré" s'est appliqué d'abord à la lutte contre les ravageurs des cultures, puis à la protection des cultures ; appliqué à l'agriculture, il traduit une orientation de l'agriculture vers une meilleure prise en compte de l'environnement (voir ci-après).				
Qualificatifs dans une perspective écologique de l'agriculture						
Agriculture intégrée		L'agriculture intégrée est une expression issue de l'élargissement du concept de "production intégrée" que l'OILB la définit en 1993 comme étant un système de production qui assure une agriculture viable sur le long terme, qui fournit des aliments de qualité et d'autres matières premières en utilisant au maximum les ressources et les mécanismes de régulation naturels et en limitant le plus possible les intrants dommageables à	France pour certaines productions (viticulture, arboriculture) En Suisse	De la production familiale à l'échelle internationale	La production intégrée est basée "sur une approche globale de l'exploitation, qui s'attache à la rotation, au choix variétal, en tenant compte de la qualité et de la sensibilité aux maladies, des dates et des densités de semis, d'une protection des cultures en fonction des niveaux d'infestation et des stades des cultures, d'une fertilisation adaptée aux potentialités du sol et aux besoins de la plante" [Viaux, 1997 #653]. Voir ouvrages [Viaux, 1999 #665] et articles [Girardin,	Economique, sociale, agronomique, environnementale.

*Trame pour travail prévu en coopération INRA/ENSAIA/ENSAT.
Frank Pervanchon 02/02/2001*

	l'environnement. L'objectif est d'obtenir une récolte qualitativement optimale par des techniques culturales satisfaisant des exigences économiques, écologiques et toxicologiques [Ferron, 1999 #704].						1993 #98 ; Bonny, 1997 #97]	
Troisième agriculture	L'expression "troisième agriculture" qualifie une agriculture biologique et l'agriculture dominante et qui intègre davantage les connaissances scientifiques sur l'écologie.	Souchon, 1974/#652]	/	Inutilisé en tant que tel ; on parle d'agriculture intégrée.	Cette agriculture prendra le nom d'"agriculture intégrée" [Morris, 1999 #698; Viaux, 1999 #665]			Economique, sociale, agronomique, environnementale.
Agriculture biologique	Difficile à définir compte tenu des nombreux courants : biologique, organique et biodynamique. L'expression "agriculture biologique" qualifie en général une agriculture qui maximise les processus biologiques et qui s'oppose à l'utilisation de produits chimiques de synthèse ⁴¹ .	[Viel, 1979 #688]	Des cahiers de la production familiale à l'échelle internationale permettent une labellisation (monde entier)	Monde	Voir ouvrages [de Silguy, 1994 #669]			Qualité des produits, santé humaine.
Agriculture biodynamique	Il s'agit du premier courant de l'agriculture biologique fondé par Rudolf Steiner dans les années 1920 et diffusé par Ehrenfried Pfeiffer.	[Pfeiffer, 1972 #690]	En France, sous le label de l'agriculture biologique. En Suisse : marque démeter.	De la production familiale à l'échelle internationale	Détails des caractères chez différents auteurs [Pfeiffer, 1972 #690; Carpenter-Boggs, 2000 #332]			Qualité des produits, santé humaine, et dimension politique et philosophique.
Agriculture organo-	Ancienne expression qualifiant le courant	Fondé par Müller puis Suisse	/	Inusité	Cf. Agriculture biologique			Donner un appui scientifique non

⁴¹ Un exemple de définition : " Concept global qui s'appuie sur le choix de valeurs comme le respect de la terre et des cycles biologiques, la santé, le respect de l'environnement, le bien-être animal, la vie sociale... C'est un mode de production agricole fondé sur un ensemble de techniques complexes excluant l'utilisation de produits chimiques de synthèse. " Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique (citée par Féret, 2000).

Trame pour travail prévu en coopération INRA/ENSAIA/ENSAT.
Frank Pervanchon 02/02/2001

biologique	“ biologique ” stricto sensu de l’agriculture biologique.	repris par Rusch (Autriche). Pour un historique, lire Viel (1979).					connoté idéologiquement à l’agriculture biodynamique [Viel, 1979 #688]
Agriculture organique	L’agriculture organique est le courant anglo-saxon de l’agriculture biologique. Sa traduction littérale anglaise “ organic agriculture ” peut être considérée comme synonyme de “ agriculture biologique ”.	Courant initié dans les années 1940 par Howard [Viel, 1979 #688].	Des cahiers de charges familiales à l’échelle internationale permettent une labellisation (monde entier)	De la production internationale	Pays anglo-saxon	Calque des travaux menés en Inde (revaloriser le système agricole traditionnel en mettant en place des technologies peu coûteuses et peu capitalistes et exigeantes en travail) à l’Angleterre où que la classe ouvrière souffre d’une mauvaise situation alimentaire.	Pour Howard, il est de l’intérêt de tous, enpatrons et ouvriers, de produire des aliments sains et peu coûteux, en effort reposant sur les agriculteurs, propriétaires de la terre [Viel, 1979 #688].
Agriculture fermentaire (synonyme d’agriculture biologique [Viel, 1979 #688])	Cette expression a été inventée pour prendre compte les processus bactériens et la nutrition du sol dans les exploitations agricoles, dans le but final d’une meilleure santé humaine. Selon Viel (1979), synonyme de “ agriculture biologique ”.	[Keilling, 1974] / #654		Non appliquée	Inusité	L’agriculture fermentaire à remettre sur le nécessaire la rétablissement de pratiques plus en accord avec les bases mêmes du fonctionnement de toute communauté végétale ou animale” [Souchon, 1974 #652]	Qualité des produits ; santé humaine ; agronomie (maintenir la fertilité des sols)
Agriculture régénératrice (en anglais “ regenerative agriculture ”)	L’expression “ agriculture radicale ” souligne l’importance de développer des procédés agricoles permettant le renouvellement (la régénération) des ressources renouvelables sur le plan environnemental, ce concept de régénération pouvant aussi s’appliquer aux plans économique et social.	Robert Rodale /		?		Ce concept est développé et diffusé aujourd’hui par le Rodale Institute et le Rodale Research Center.	Environnement, économie, politique
Agriculture de conservation	L’expression “ agriculture de conservation ” traduit toute	Quelques sites / Internet42 et des		?	Pays anglo-saxons	Certaines techniques sont : le semis direct (sans travail du	Environnement

42 <http://www.cals.ncsu.edu/sustainable/peet/tillage/c03tilla.html>; http://scarab.msu.montana.edu/Agnotes/agnotes12b_149.htm;
http://agriculture.house.gov/glossary/no-till_farming.htm.

*Trame pour travail prévu en coopération INRA/ENSAIA/ENSAT.
Frank Pervanchon 02/02/2001*

(ou Agriculture conservative)	pratique qui réduit, change ou élimine le travail du sol et évite le brûlage de résidus de surface toute l'année.	associations : APAD et ECAF ⁴³			sol), la technique culturale simplifiée (façons culturales minimales), la non-incorporation des résidus de récolte en surface et les couverts végétaux en sylviculture (végétation spontanée ou par un semis d'espèces appropriées) ou entre deux cultures annuelles successives
Agriculture sauvage (ou agriculture synergétique, en anglais : "do nothing agriculture" ou "natural farming")	L'agriculture "sauvage" est un concept pour remettre en question les principes de l'agriculture dominante.	inventé par un microbiologiste japonais, Masanobu Fukuoka, à la fin des années 1970 [Fukuoka, 1990 #678]	Production familiale et marchés locaux	Japon, Etats-Unis	L'agriculture sauvage prône l'absence quasi complète d'action de l'agriculteur sur les sables sols). Environnement, agronomie (fertilité production : travail du sol, fertilisation, pesticides, désherbage sont bannis, et seulement très peu de travail humain est requis, ce dernier consistant en une attention portée sur le moment de semer et sur la synergie entre plantes.
Agriculture naturelle (en anglais : "Nature farming" "Kyusei nature farming")	L'expression "nature farming" traduit une conception cosmogonique du travail agricole : l'indivisibilité des mondes physique et spirituel, et de la vie des éléments du feu, de l'eau et de la terre, donnés au sol.	"nature farming" unepar le philosophe japonais Mokicho Okada vers 1945. Nature Farming par le japonais Teruo Higa dans les années 1980 [Gold, 1999 #674]		Courant venant du Japon	Les procédés agricoles mis en avant sont le compostage, les engrais verts, et des techniques de travail du sol particulières. Le "Kyusei nature farming" permet en plus l'emploi de technologies telles que l'inoculation de microorganismes dans le sol pour en accroître la diversité.
Agriculture permanente	L'agriculture permanente ou "permaculture" est une agriculture permanente, [Mollison, 1986 est#250]	Une marque existe	De la production enfamiliale à l'échelle	Inventée en 1978 en Australie, elle se développe	Approche systémique de l'exploitation. Environnement, philosophie,

⁴³ APAD : Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable ; en Europe : ECAF, European Conservation Agriculture Federation ; site internet : <http://www.ecaf.org/frances/Enviroim.htm>; <http://sis.agr.ca/CANSIS/PUBLICATIONS/HEALTH/~intro.html>

(ou permaculture)	définie comme "une association harmonieuse de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage et de l'horticulture" [Mollison, 1986 #250].		Australie	internationale	répand surtout dans les pays anglo-saxons. En France, la permaculture a été soutenue en particulier par Dominique Soltner	agronomie
Agriculture pérenne	L'expression "agriculture pérenne" peut-être synonyme "permaculture", mais elle caractérise aussi une agriculture basée sur l'écologie des prairies, définie aux Etats-Unis par le Land Institute.	[Mollison, 1986 #250 ; Beau, 1992 #705]		De la production familiale à l'échelle internationale	Cf. Permaculture, ou écologie des prairies	Environnement ; territoire.
Agriculture forestière (ou agroforesterie)	Définition proposée par l'ICRAF : "terme pour des technologies des terres où les lignaux pérennes sont cultivés délibérément sur des territoires utilisés par ailleurs pour la culture et/ou l'élevage dans un arrangement spatial ou temporel, et où existent des interactions à la fois écologiques et économiques entre les lignaux et les autres composantes du système" [Caveller, 1990 #679].	[Beau, 1992 #705 ; Caveller, 1990 #679]		De la production familiale à l'échelle internationale	Les procédés agroforesterie se rencontrent dans les régions tempérées et dans les régions tropicales, arides, semi-arides ou tropicales. Il s'agit donc de préserver ou de restaurer le milieu en utilisant l'arbre pour son rôle structurant et protecteur des sols, mais aussi son rôle de fertilisation, de combustible, d'alimentation, et de bien-être animal.	Environnement ; territoire ; développement.
Agriculture bocagère	Adaptation au contexte français de l'agriculture forestière" [Beau, 1992 #705].	Inventée par Soltner [Beau, 1992 #705].		Echelle familiale et locale	France	Cf. Agroforesterie
Qualificatifs dans une perspective citoyenne de l'agriculture						
Agriculture citoyenne (ou variante :	Il s'agit de remettre l'agriculteur au cœur de son projet et de son territoire, de lui redonner des	[Mer, 1999 #699]		Echelle familiale à territoriale	à France, monde /	Politique, sociale

agriculture solidaire)	responsabilités dans la collectivité et la société en matière de développement du territoire, de qualité des aliments, du respect du patrimoine et des ressources.						
Agriculture paysanne	<p>" L'agriculture paysanne doit permettre à un maximum de paysans répartis sur tout le territoire de vivre décemment de leur métier en produisant sur une exploitation à taille humaine une alimentation saine et de qualité, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain. Elle doit participer avec les citoyens à rendre le milieu rural vivant dans un cadre de vie apprécié par tous."</p> <p>FADEAR⁴⁴ (citée par Féret, 2000). En outre, l'expression " agriculture paysanne " traduit la volonté de mettre en valeur et développer les paysanneries du monde entier [Beau, 1992 #705].</p>	/	Monde	Opposée à l'agriculture productive, elle cherche à redonner un sens aux agriculteurs devant les marchés financiers.	Politique, syndicale		
Qualificatifs dans une perspective économique de l'agriculture							
Agriculture raisonnée (approche consommériste)	En cours de définition par le Ministère de l'Agriculture français. L'agriculture sera basée sur la qualification des exploitations.	2000	Prévisible ?	Accès aux marchés nationaux et internationaux	France	Favoriser le développement de la qualité en agriculture (produits, hygiène, sécurité, etc.).	Commerce, santé
Agriculture de qualité	Cette expression qualifie une agriculture productrice d'aliments de bonne qualité organoleptique [Beau, 1992	/		De la production familiale, aux marchés internationaux.	France	/	Hygiène, santé

⁴⁴ FADEAR : " Fédération Associative pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural "

⁴⁵ <http://www.confederationpaysanne.fr/anapro/principe.html>

Agriculture familiale	#705], et sans doute sains pour l'homme. L'expression " agriculture familiale " traduit une agriculture reposant sur une main d'œuvre familiale [Beau, 1992 #705].	/	Production familiale, marchés locaux	Monde		Economie, territoire
Agriculture économique (variante : agriculture autonome	L'expressions " agriculture économique " et " agriculture autonome " traduisent la recherche par certains agriculteurs d'une indépendance vis-à-vis des industries agro-alimentaires et productrices de produits chimiques de synthèse, ainsi qu'une autonomie énergétique.	/	Production familiale, marchés nationaux.	Différents organismes en France, et en Europe travaillent et diffusent ces concepts : CEDAPA, CEIPAL, Groupe Ouvrage de Planète (Europe).	La traduction agronomique est le développement de systèmes de production permettant d'élimer l'apport d'intrants grâce à la complémentarité, entre l'élevage et les cultures.	Economie, territoire
Agriculture à faible intrant (en anglais : " low input agriculture " ou " low input agriculture ").	Elle prône l'achat minimum d'intrants à l'extérieur de la ferme (pesticides et engrais) et la production in situ d'intrants tels que fumier, compost, plantes de couverture	/	De la production familiale à l'échelle internationale.	En 1985, aux Etats-Unis est lancé le Département d'Agriculture, appelé LISA46, pour élargir et diffuser l'information auprès des agriculteurs intéressés par la réduction des intrants chimiques. Ce programme est rebaptisé SARE47 en 1990 et élargi à l'élevage et à la diffusion de	L'objectif est de limiter les coûts de production, d'augmenter la rentabilité à court et moyen terme de l'exploitation, d'éviter les pollutions (eaux de surface, souterraines), et les résidus de pesticides dans la nourriture, de limiter les risques agricoles sur le plan économique et environnemental.	Politique, économie, environnement

46 LISA " Low-input sustainable agriculture "

47 SARE, " Sustainable Agriculture Research and Education "

" Ressource efficient " agriculture (sans équivalent français)	? Cité par Estevez et Domon, 1999.	?	?	pratiques agricoles alternatives [Gold, 1999 #674] Site canadien : ? www.read.ca	?
Agriculture radicale	? Cité par Estevez et Domon, 1999. Inventé par Merrill/ en 1976 sous le terme anglo-saxon " radical agriculture " .	?	?	Etats-Unis (Pays? anglo-saxons ?)	?
Approche territoriale					
Agriculture fermière (produits fermiers)	" Agriculture dont la spécificité réside dans le fait que les personnes impliquées remplissent plusieurs fonctions : celle de produire, transformer, et vendre leurs produits auprès des consommateurs. Les producteurs fermiers sont impliqués dans l'évolution de la société : réponse aux attentes des consommateurs, création d'activité et d'emplois, revitalisation des territoires et développement d'un espace rural vivant. Ils participent ainsi au maintien du lien ville / campagne. " FNAPF-48 (citée par Féret, 2000)	Charte nationale	Production familiale ; marchés locaux et nationaux	France	Matières premières issues exclusivement de la ferme, maîtrise et responsabilité du produit, transparence vis-à-vis du consommateur, accueil du public, entretien de l'espace rural [Féret, 2000 #667]. Economie territoriale
Agriculture péri-urbaine (AUP)	L'AUP est un ensemble d'" unités agricoles proches de la ville qui gèrent des exploitations intensives [Falque, 1974/ #658; FAO, 1999 #659]		Production familiale ; marchés locaux	Monde	Approche géographique et socio-territoriale Politique, urbanisme, territoire

<p>commerciales ou semi-commerciales en pratiquant l'horticulture (légumes et autres cultures), l'élevage de volailles et d'autres animaux destinés à la production de lait et d'œufs" [FAO, 1999 #659].</p>	<p>l'agriculture "urbaine" est celle qui est au cœur des agglomérations ; elle réfère à de petites surfaces (par exemple, terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) utilisées en ville pour cultiver quelques plantes et élever de petits animaux et des vaches laitières en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité" [FAO, 1999 #659].</p>	<p>Falque, 1974/ des#658; FAO, 1999</p>	<p>Production familiale ; marchés locaux</p>	<p>Monde</p>	<p>Approche géographique et socio-territoriale</p>	<p>Politique, territoire, urbanisme, territoire</p>
<p>Agriculture intersticielle</p>	<p>" l'agriculture intersticielle, c'est l'agriculture mêlée à la ville, qu'elle soit au milieu de l'agglomération, qu'elle l'entoure, ou encore qu'elle sépare deux agglomérations entre elles. [...] ainsi définie elle a une fonction sociologique car, espace vert, réserve d'air et de chlorophylle, elle réalise une rupture avec le béton ; elle constitue un espace biologique nécessaire aux citadins, et permet de réaliser l'équilibre ville-campagne" [Gaye, 1974 #657].</p>	<p>Falque, 1974/ des#658; FAO, 1999</p>	<p>Production familiale ; marchés locaux</p>	<p>Monde</p>	<p>Approche géographique et socio-territoriale</p>	<p>Politique, territoire, urbanisme, territoire</p>

Compléter avec : agro-écologie (Altieri), nouvelle agriculture (OCDE), agriculture à taille humaine...

Perspectives

Il s'agissait dans ce document de présenter une liste (très) complète des qualificatifs de l'agriculture afin de lever rapidement des ambiguïtés ou des confusions, mais aussi pour identifier les lacunes ou les manques auxquels nous sommes confrontés. Cette étape est incontournable dans l'objectif d'une classification des nombreuses approches agronomiques existantes. Au regard de ce premier travail, nous nous apercevons que l'agriculture "durable" est un qualificatif à part des autres, et que l'ensemble des agricultures existantes peut revendiquer cette appellation, chacune développant particulièrement un ou plusieurs fondements de la durabilité (environnement, économie, société, information, ou encore approche systémique). L'agriculture durable pourrait donc être un concept, voire un paradigme, permettant une approche exhaustive de l'ensemble des agricultures, et la base d'une approche taxonomique des principes agronomiques actuellement proposés. La taxonomie très simplifiée que nous proposons ici, pourra être améliorée et approfondie en analysant les principes agronomiques et les objectifs de chaque agriculture passée, émergente ou à venir, au travers des différents axes de l'agriculture durable. Des travaux montrent la pertinence d'une telle démarche [Sardet, 2000 #663].

Un tel travail ouvre des perspectives de recherche, notamment en terme d'évaluation des pratiques et des systèmes agricoles actuels ou émergents, afin d'en analyser la pertinence sociale, économique, environnementale, et la transmissibilité en fonction des contextes. La mise au point d'un glossaire et d'une taxonomie des approches agronomiques, pourraient servir aussi dans l'enseignement pour étudier l'ensemble des réflexions menées sur l'agriculture. Il sera alors possible d'aborder d'une façon critique l'ensemble des approches de l'agriculture, de diffuser une pensée riche et variée, au-delà des préjugés, de lancer des débats instructifs, et enfin de faire évoluer les mentalités des futurs experts du monde agricole.

En outre, ce travail montre la nécessité d'une approche pluridisciplinaire associant notamment sociologues, ethnologues, économistes, agronomes, géographes, spécialistes en communication, et des acteurs de terrain tels que les techniciens et les agriculteurs. La linguistique pourrait aussi enrichir le présent travail en permettant d'analyser le rôle des adjectifs dans la qualification de l'agriculture, de dresser une typologie des qualifications afin de superposer cette typologie à celle des agronomes pour plus de pertinence, et d'identifier la dérive des mots, du sens que l'on donne aux termes qui qualifient l'agriculture.

L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en

quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collège,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille-France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter **le site de l'Alliance** www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants - L'éducation à une citoyenneté active et responsable - L'Alliance et les médias - L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire - Femmes - Actions et propositions de jeunes pour un changement social - Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation - Propositions du collège interreligieux - Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain - Penser la réforme de l'Université - Maîtrise sociale du système de production scientifique - Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation - Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail - Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle - Exclusion et précarité - Entreprises et solidarité - L'exercice des responsabilités de l'entreprise - L'entreprise responsable - Production, technologie et investissement - Consommation éthique - Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale - Finance solidaire - Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun - La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique - Dette et ajustement - Commerce équitable - De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale - Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales - Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale - Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle - Femmes et économie - Economie solidaire - La santé et ses enjeux au 21ème siècle - Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle - L'agriculture et le développement durable - Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire - Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle - Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage - Penser la ville de demain : la parole des habitants - Violences urbaines - Les paysans face aux défis du 21ème siècle - Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens - Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel - Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfaria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417